

NGO VAN

LA LÉGENDE DE HÔ CHI MINH

Tous ceux qui ne suivront pas la ligne tracée par moi seront brisés.

Hô chi Minh

LE TESTAMENT

Mập mo đánh lân con den
(On embrouille le peuple pour le tromper)
Nguyễn Du

Hô chi Minh mourut inopportunistement le jour de la commémoration de l'indépendance, le 2 septembre 1969, à 9 h 47 : Fallait-il assombrir la foule en liesse sur commande avec l'annonce de la mort du « Vieux père de la nation » ? Les mandarins de Hanoi ont préféré décréter que l'Oncle Hô était passé de vie à trépas le 3 septembre 1969.

Comme il sied à un dieu de la religion d'État, Hô chi Minh avait pensé à l'organisation de son culte posthume. Dans son testament, le deuxième, rédigé un an avant sa disparition, il précise :

« Je demande que mon corps soit brûlé, c'est-à-dire incinéré (*hỏa táng*). Mes cendres seront partagées en trois parties : une pour le Nord, une pour le Centre, une pour le Sud. Mes compatriotes de chaque zone choisiront une colline pour enterrer les urnes. Sur ma tombe, pas de pierre tombale ni de statue en bronze, mais une simple maison, vaste, ombragée, pour que mes visiteurs puissent s'y reposer. Il faudra prévoir la plantation d'arbres sur et autour de la colline. Chacun de mes visiteurs pourra y planter un arbre en souvenir. L'entretien de l'endroit pourra être confié à des personnes âgées¹. »

Il ne craignait pas, dans sa royale simplicité, de vouer au culte de ses reliques la vie finissante de quelques vieillards.

Et lorsque dans le même testament il se voit aller à la rencontre du « Vénéré Karl Marx », sans doute ignore-t-il que celui-ci avait écrit à W. Blos le 10 novembre 1877 : « Par dégoût de tout culte de la personne, je n'ai jamais permis que l'on fît de la publicité autour des nombreux témoignages d'admiration dont on m'accablait dans divers pays... Lorsque nous avons adhéré, Engels et moi, pour la première fois, à la société secrète des communistes, nous l'avons fait à la condition *sine qua non* qu'on écarterait des statuts tout ce qui eût pu être favorable au culte de l'autorité². »

Hô chi Minh avait aussi demandé que les paysans soient exemptés d'impôts pendant un an à l'occasion de son deuil.

L'oligarchie de Hanoi, loin d'incinérer Hô, le fit embaumer comme au temps des pharaons, exposa sa momie dans un mausolée, ainsi que l'avait fait Staline de la dépouille de Lénine. Ce monument macabre d'obscurantisme devait servir de socle au pouvoir des nouveaux maîtres. Quant à la recommandation du défunt concernant l'exemption d'impôts des paysans, quand elle fut découverte par la suite, le Bureau politique publia un communiqué : « Au sujet de l'exonération d'impôts pour les coopératives agricoles, à cette époque les conditions n'étaient pas réunies pour sa réalisation ». Ainsi soit-il³.

1 *Di chúc của Chủ tịch Hồ Chí Minh* (Testament du président Hồ Chí Minh), Hồ Chí Minh-Ville, 1989.

2 Cité in Maximilien Rubel, *Karl Marx, Essai de biographie intellectuelle*, Paris, 1957, p. 290.

3 Cf. Bùi Tín, *Vietnam, la face cachée du régime*, Paris, 1999, p. 104 sq.

Après la mort de Hồ Chí Minh, Vũ Kỳ son secrétaire remit au bureau politique les quatre versions du testament. Le secrétaire général du parti, Lê Duẩn, publia dans le journal du parti *Nhân Dân* une version expurgée du testament dans laquelle ont disparu les paragraphes concernant le vœu du défunt d'être incinéré ainsi que sa recommandation d'exonérer d'impôts les paysans pendant un an.

HÔ CHI MINH, LÉGENDE ET VÉRITÉ,
DE SON ENFANCE À SON AVÈNEMENT

Malheur au peuple qui a besoin de héros
Hegel

De son vivant, Hô chi Minh s'est employé à façonner et édifier son personnage au-dessus du commun, à lui donner une dimension légendaire. Dans l'une de ses autohagiographies, *Récits édifiants sur la vie d'action du Président Hô*, publié sous le pseudonyme de Trân Dân Tiên, il écrivait :

« Nous avons d'autres grands patriotes héroïques. Nous avons Phan đình Phùng, Hoàng hoa Thám et tant d'autres. Mais c'est notre Président Hô seul qui a parachevé l'entreprise... Le peuple appelle le Président Hô Vieux Père de la nation (*Cha già của dân tộc*).

Le peuple aime le Président Hô parce que Ngoi⁴ a le caractère droit et juste, Son coeur est pur (*Hô Chu tích duoc nhân yêu mến là do tinh cuong truc và long trong sach của Ngoi*⁵). »

Après la disparition du « Père de la nation », l'hagiographie et l'iconographie officielles ont élevé son culte au rang de religion d'Etat. Tout ce qui dans son existence ne participe pas directement à la légende héroïque est tout bonnement dissimulé. À nous donc de retracer autant que faire se peut la vie véritable de Hô chi Minh.

À Huê, on peut voir, dressée solennellement rue Phan dang Luu, une plaque de marbre portant l'inscription : « Ici autrefois se trouvait la Résidence supérieure de l'Annam. Ici Anh Nguyễn Sinh Cung, le Président Hô chi Minh, a participé au mouvement des paysans du Thua thiên-Huê contre les impôts en 1908. »

Ainsi, sur les bancs de l'école à Huê, Hô chi Minh aurait pris part à ce fameux mouvement paysan de 1908 et même, précise-t-on dans une biographie, aurait pour ce fait été chassé de l'école sur l'intervention de la police⁶. Pourtant Hô chi Minh lui-même, lorsqu'il évoque ce mouvement paysan dans son autobiographie, ne mentionne nullement cet épisode.

En 1911, Nguyễn Sinh Cung, le futur Hô chi Minh, s'engagea comme aide-cuisinier à bord d'un paquebot qui faisait la ligne Haiphong-Dunkerque. Arrivé à Marseille, sous le nom de Nguyễn tât Thành, il adressa le 11 septembre 1911 au président de la République une demande pour être admis à suivre les cours de l'École coloniale comme interne. Cette école formait des futurs administrateurs et des auxiliaires techniques de l'administration coloniale. Sa demande était libellée ainsi :

« Je suis actuellement employé à la Compagnie des Chargeurs Réunis (Amiral Latouche-Tréville) pour ma subsistance. Je suis entièrement dénué de ressources et avide de m'instruire. Je désirerais devenir utile à la France vis-à-vis de mes compatriotes et pouvoir en même temps les faire profiter des bienfaits de l'instruction... »

4 Hô chi Minh parlant de lui-même, au lieu de il, emploie le pronom *Ngoi*, pronom respectueux qui marque la révérence à l'égard d'un supérieur, au-dessus du commun des mortels.

5 *Trân Dân Tiên, Nhung mâu chuyên về doi hoat đông của Hô Chu tích* (Récits édifiants, *op. cit.*), Hanoi, 1969, pp. 140-142.

6 Légende reprise sans commentaire par William J. Duiker, dans son *Ho chi Minh, A Life*, New York, 2000, pp. 37-585.

En réalité, d'après l'historien Daniel Hémery, à l'école Quốc Học, l'adolescent aurait seulement assisté aux fameuses manifestations paysannes contre l'impôt et les corvées de 1908 en Annam. Il a quitté l'école quelques mois plus tard, peut-être en 1909. (D. Hémery, « Jeunesse d'un colonisé », in *Approches-Asie*, n° 11, 1992, pp. 113-115).

Au pays, son frère aîné, Nguyễn sanh Khâm, vint à sa rescousse. Il sollicite le gouverneur général de l'Indochine en faveur de son frère. La supplique resta sans effet. Sa demande classée, Nguyễn tât Thành [le futur Hồ chi Minh, Nguyễn ai Quôc] continua sa vie de navigateur. De New York, pensant à son père dans la détresse, il écrivit le 15 décembre 1912 au Résident supérieur à Huê, le gratifiant du titre de « protecteur obligeant du pays » :

« Poussé par mon amour d'enfant, j'ose même désirer vous prier de bien vouloir lui accorder un emploi comme *Thua-Biên* des *Bôs* ou *Huân-Đao Giao-thu* [dans les offices mandarinaux], afin qu'il puisse gagner sa vie sous votre haute bienveillance. Signé : Paul Tât Thành »

À la fin de la Grande Guerre, Nguyễn tât Thành rejoint en France son « Vénéré Grand homme », Phan châu Trinh⁷, le vieil exilé hébergé par son ami l'avocat Phan van Truong⁸ au 6, villa des Gobelins, à Paris dans le 13e arrondissement.

En 1919, à l'occasion du Traité de Versailles conclu entre l'Allemagne et les puissances alliées, le groupe d'exilés présenta un mémorandum des Revendications du peuple annamite, rédigé par Phan van Truong et signé Nguyễn ai Quôc, un pseudonyme collectif. Mémorandum dont Nguyễn ai Quôc, quand il sera devenu Hồ chi Minh, revendiqua seul la paternité⁹.

Pour gagner son pain, il se fait retoucheur de photos, métier auquel le forme le vieux Phan châu Trinh.

Affilié au Parti socialiste, il participe au Congrès de Tours en 1920. Lors de la scission, il a adhère au Parti communiste, section française de l'Internationale communiste (SFIC).

Phan châu Trinh prônait l'élévation du niveau culturel de la population comme étape nécessaire à la lutte pour sortir le pays de l'esclavage colonial. Il exhorte Nguyễn ai Quôc à rentrer au pays et lui écrit en 1922 :

« Je ne comprends pas votre position : Vous voulez “rester en dehors du pays, recruter des braves puis attendre le moment favorable pour passer à l'action à l'intérieur” (*ngoa ngoai chiêu hiên dai thoi dôt nôì*). Vous avez dit à Phan van Truong que j'appartiens à la classe des lettrés confucianistes conservateurs dépassés (*hu nho thu cuu*). Vous dites que dans notre pays les filets sont tendus sur les quatre côtés et que nous y tomberons si nous rentrons. Alors vous écrivez des articles dans les journaux à l'étranger pour appeler à la lutte émancipatrice les compatriotes de l'intérieur. Parmi nos compatriotes, combien connaissent le français et même le quôc ngu, combien sont capables de lire un journal ? Ne vous réfugiez pas à l'étranger en secouant la cloche et en frappant le tam-tam, rentrez au pays, vivez caché dans le monde rural, éveillez-y les compatriotes. »

Sachant que Nguyễn ai Quôc est attiré par Moscou, Phan châu Trinh ajoute :

7 Phan châu Trinh (1872-1926), ancien mandarin à la cour de Huê, avait quitté ses fonctions en 1905. Il réclamait au pouvoir colonial des réformes du système mandarinal corrompu, la liberté d'ouvrir des écoles, de publier des journaux. En 1908, la Cour de Huê saisissant le prétexte de la révolte des paysans en Annam l'a condamné à mort, puis finalement le déporta au bagne de Poulo Condore. Le pouvoir colonial l'exila en France en 1911.

8 Phan van Truong (1878-1933), arrivé en France en 1908, ami de Phan châu Trinh. Il relate, dans une *Histoire de conspirateurs annamites à Paris ou la Vérité sur l'Indochine* (Saigon, 1928, réédité par L'Insomniaque, Paris, 2003), comment le gouvernement français l'a inculpé avec son ami Phan châu Trinh de complot et les a jetés en prison en septembre 1914.

9 Les articles attaquant le régime colonial publiés par les journaux de gauche sympathisants portaient la signature collective *Nguyễn ô Phap* (Nguyễn qui déteste les Français). Les amis français protestèrent contre ce nom chauvin et haineux. Dès lors Nguyễn ô Phap devient Nguyễn ai Quoc (Nguyễn le Patriote). Intrigué, le ministère des Colonies convoqua Nguyễn ai Quôc, domicilié 6, villa des Gobelins. À la place des deux Phan, ce fut Nguyễn tât Thành qui se présenta. À partir de là ce pseudonyme collectif fut confisqué à son seul profit dans l'Histoire. Cf. Hồ huu Tuong, *41 nam làm báo, Hồi ký* (41 ans de journalisme, Mémoire), Paris, 1984, p. 18. Du même, *Un fêtu dans la tourmente*, Paris, 1969, Mémoire inédit, dactylogr., p. 65.

Hồ chi Minh a relaté lui-même qu'il « ne connaissait pas assez bien le français pour écrire et avait demandé à M. Phan van Truong d'écrire à sa place » (Trần Dân Tiên, *Nhung mâu chuyên*, op. cit., p. 35). *Le Procès de la colonisation française*, Paris, 1925, signé Nguyễn ai Quôc ne semble pas non plus être issu de sa plume. On reconnaît le style très particulier de celui qui en avait signé la préface, Nguyễn thê Truyên.

« Voyez le cas du vénéré Phan bôï Châu. Il s'est rendu avec des compagnons au Japon pour demander du secours, espérant qu'un pays de même culture et de même race l'aiderait. Si la méthode de Phan avait réussi, notre nation serait telle un cheval qui a changé de cavalier¹⁰. »

En fait, entre sa vingtième et sa cinquantième année Nguyễn ai Quôc, hors du pays, se fit l'exécutant des directives du Kremlin et de la IIIe Internationale. Il ne reviendra au Viêt-nam qu'en 1941 pour « passer à l'action à l'intérieur » en vue de s'emparer du pouvoir.

En 1923, Nguyễn ai Quôc s'est rendu à Moscou, envoyé par le Parti communiste français, à l'Université des Travailleurs d'Orient qui formait les révolutionnaires professionnels. Il participa en 1924 au 5e Congrès de l'Internationale communiste, où Manuilsky aurait prôné la formation d'un parti communiste en Indochine.

Nguyễn ai Quôc prétend avoir quitté clandestinement Moscou pour Canton [fin 1924]. Arrivé en Chine, pour vivre, il se serait fait vendeur de cigarettes et de journaux... Puis il aurait finalement trouvé l'offre d'emploi de traducteur annoncée par Borodine dans le *Journal de Canton* !

En réalité, il est arrivé à Canton dans les bagages de Borodine, l'envoyé de Moscou comme conseiller auprès de Sun Yat-sen. Afin d'assurer la défense des frontières de l'URSS en Extrême-orient, l'envoyé de Moscou Yoffé avait signé en janvier 1923 une alliance avec le leader du Kuomintang, parti de la bourgeoisie chinoise, Sun Yat-sen, lui fournissant des armes et des conseillers, et avait ainsi transformé le Parti communiste chinois en appendice du Kuomintang.

Dans son deuxième rapport à l'exécutif de l'Internationale, Nguyễn ai Quôc écrit : « En ce moment, je ne suis pas un Annamite mais un Chinois. Aussi, mon nom est-il Ly Thuy et non Guyên ai Quôc... » D'où vient ce nouveau pseudonyme, Ly Thuy ? Lâm duc Thu – un Vietnamien ancien émigré âgé de trente-six ans, qui a épousé une Chinoise fortunée – héberge Nguyễn ai Quôc et bientôt, dit-on, des relations se nouent entre Nguyễn ai Quôc et Ly huê Khanh, une belle soeur de Lâm duc Thu. D'autres camarades vietnamiens qui seront reçus sous le même toit porteront le même patronyme Ly : Ly phuong Thuân, Ly phuong Duc, Ly tu Trong (apparence légale de parenté chinoise¹¹).

Rester en dehors pays, recruter des braves...

Nguyễn ai Quôc rassemble d'anciens émigrés en Chine et forme le Thanh niên (abrégé de *Thanh niên cach mang đông chi hôi* : Association des camarades de la jeunesse révolutionnaire) – embryon du futur Parti communiste indochinois – avec comme objectif la subversion en Indochine française. Lâm duc Thu, le doyen du Thanh niên, accueille le séminaire pour la formation des nouvelles recrues en révolutionnaires professionnels.

À la tête du Comité directeur (*Tông bô*) du Thanh niên, Nguyễn ai Quôc prend le pseudonyme de Vương – le caractère chinois *Vuong* signifie roi – et porte l'insigne russe en bronze de la faucille et du marteau épinglé ostensiblement sur sa poitrine.

Lorsque, après trois semaines, les néophytes terminent leur initiation à la théorie de la révolution et leur éducation politique, avant de les renvoyer au pays, Vương [Nguyễn ai Quôc] leur fait prêter solennellement serment devant la tombe de Pham hông Thai¹², élevée sur la Colline aux Fleurs Jaunes, dans la grande banlieue de Canton.

10 Thu Trang, *Nhung hoat dong cua Phan châu Trinh tai Pháp 1911-1925* (Les activités de Phan châu Trinh en France 1911-1925), Paris, 1983, p. 135.

11 Cf. Nhật Quang, *Vietnam News Network*, VNN, Californie, 24-5-1997.

12 Pham Hông Thai (1896-1924), partisan de Phan bôï Châu, jeune rebelle émigré qui avait lancé une bombe sur le gouverneur général d'Indochine, Merlin, de passage à Canton en 1924. Poursuivi, il s'était noyé au cours de sa fuite.

Par ce rite mystique, ces nouveaux affiliés jurent – sous peine de mort – entière soumission au parti, jusqu'au sacrifice de leur vie, impliquant tout renoncement à leurs opinions et sentiments personnels.

Cette exigence de soumission aveugle aura maintes conséquences tragiques, dont le célèbre crime de la rue barbier à Saigon, qui a défrayé la chronique en 1928-1929. À l'instigation d'un certain Tôñ duc Thang (futur successeur de Hô chi Minh à la présidence de la République) et pour une sombre histoire de jalousie amoureuse maquillée en procès politique, trois camarades avaient reçu l'ordre d'exécuter un membre du Thanh niên pour « trahison ». Devant les assises, Tôñ duc Thang a pu sauver sa tête, tandis que les trois jeunes exécutants furent condamnés à mort.

Mais revenons aux jeunes révolutionnaires sur le point de partir pour le pays après leur stage à Canton. En accord avec Vuong [Nguyễn ai Quôc], Lâm duc Thu les photographie, enregistre leur vrai nom, leur pseudonyme, ainsi que ceux de leurs parents et relations¹³...

L'activité militante pour ces jeunes formés à Canton allait être favorisée par la fermentation nationaliste à l'intérieur du pays. Au Nord, dans la stricte clandestinité, le Parti national du Viêt-nam, VNQDD, Viêt-nam quôc dân dang (1927-1930), animé par l'étudiant Nguyễn thai Hoc, comploté pour chasser les Français du pays et édifier une république démocratique. En Annam, autour du vieux lettré Lê Huân, libéré du bagne de Poulo Condore, s'active le Parti clandestin Tân Viêt (1925-1929) qui tente de libérer le pays pour la construction d'un nouveau Viêt-nam. Dans le Sud, Nguyễn an Ninh, fervent de Nietzsche et traducteur de Rousseau, agite sa *Cloche Fêlée*, journal séditionnel incitant la jeunesse à s'expatrier pour s'instruire, échapper à l'obscurantisme colonial et préparer les lendemains de la nation annamite. En 1928-1929, il tente d'éveiller à la subversion la paysannerie asservie.

La fièvre nationaliste, comme une onde électrique, s'empare de la jeunesse scolarisée. Une vague d'émigration d'étudiants déferle vers la France, vers Moscou, par voie légale ou clandestine. D'autres prennent le chemin secret de Canton.

Nguyễn ai Quôc, dès son arrivée à Canton, acclame la « coopération » du Parti communiste chinois avec le Kuomintang et qualifie de « gouvernement révolutionnaire » le pouvoir de la bourgeoisie chinoise sous la direction de Sun Yat-sen et Tchang Kai-shek. Il applaudit la « marche victorieuse de l'armée révolutionnaire » (Nguyễn ai Quôc *dixit*) de Sun Yat-sen contre les seigneurs de la guerre régnant dans le Nord¹⁴.

Cette armée de Tchang Kai-shek écrase l'insurrection ouvrière de Shanghai le 12 avril 1927. Nguyễn ai Quôc semble prendre conscience subitement du caractère « contre-révolutionnaire » du Kuomintang et quitte précipitamment Canton au début de mai 1927 pour retourner à Moscou. Jusque-là, il se croyait sous la protection du « Gouvernement révolutionnaire » de Tchang Kai-shek. Mais ce gouvernement du Kuomintang met hors-la-loi le Parti communiste chi-

13 Les photos des principaux membres du Thanh niên ont été retrouvées au consulat français de Canton. Ces photos sont conservées dans les Archives d'Aix-en-Provence. (CAOM, SPCE, cartons 367, 368). Dans un message « strictement confidentiel » du Komintern au Bureau d'Orient, daté du 20 avril 1935, nous lisons : « Avant et après le congrès du parti [à Hongkong en 1935], plusieurs camarades ont parlé du camarade [Nguyễn ai] Quôc. Ils le rendent responsable de l'arrestation de plus de 100 membres de l'Association Thanh niên, anciens élèves de l'École politique de Canton, parce que a) Quôc savait que Lâm duc Thu était un provocateur, mais il continuait à l'utiliser ; b) Quôc a eu tort de demander à chaque étudiant deux photos, son vrai nom, son adresse, les noms de ses parents, grands et arrière-grands-parents, aussi bien que les adresses de deux à dix de ses amis ; c) au pays, au Siam et en prison, ils [les camarades] continuent à parler de la responsabilité de Quôc [...] ; d) les photos exigées par Quôc et Lâm duc Thu sont actuellement entre les mains de la police [...] » (Archives du Komintern à Moscou sur le Parti communiste indochinois, Dossier 495-154-586, document amicalement communiqué par Anatoli A. Sokolov, de l'Institut des Études orientales de l'Académie des Sciences russe).

En 1947, Hô chi Minh fit fusiller Lâm duc Thu dans son village natal Vu trung, district Kiên Xuong, province de Thai binh. (Cf. Nhật Quang, *Vietnam News Network*, Californie 24-5-1997).

14 Cf. T. Lan, *Vua di duong vua kê chuyên* (Causeries chemin faisant), Hanoi, 1963, p. 25.

nois en juillet 1927, et fait mitrailler le prolétariat de Canton, entré à son tour en insurrection, le 11 décembre de la même année.

En novembre 1927, le Komintern envoie Nguyễn ai Quốc à Paris collaborer avec le Parti communiste français pour l'action à mener en Indochine.

Après un passage à Berlin, il se retrouve finalement en juillet 1928 au centre du Siam, dans les villages annamites établis sur les bords du Ménam. Ces émigrés sont des pauvres originaires d'Annam, des descendants des catholiques fuyant la persécution, mêlés à d'anciens rebelles à la conquête coloniale et autres rescapés de la répression française. Là, Nguyễn ai Quốc crée des liens avec le Thanh niên de Canton.

En janvier 1930, il revient à Hong Kong, chargé par le Komintern d'unifier le Thanh niên, qu'il avait fondé en 1925 et bien implanté au Viêt-nam. En 1929, le Thanh niên a éclaté en trois groupuscules. Nguyễn ai Quốc les réorganise en Parti communiste du Viêt-nam le 3 février 1930, avec un programme de libération nationale, qui s'interdit de toucher au droit sacré de la propriété bourgeoise et foncière.

Le Komintern rejette ce programme et en impose un autre, « dans la ligne de la lutte des classes, de la révolution anti-impérialiste et agraire – la terre à ceux qui la travaillent », et ordonne de changer le nom du parti en Parti communiste indochinois (PCI). Trần Phú, un ancien disciple de Nguyễn ai Quốc, nommé secrétaire général par Moscou, réunit à Hongkong en octobre 1930 le comité central qui adopte le nouveau programme et la nouvelle appellation du parti. Dans une lettre au Komintern, Trần Phú demande la rupture de toute communication par l'intermédiaire de Nguyễn ai Quốc, son représentant officiel, car, au lieu de celles de Moscou, ce dernier transmet au PCI ses propres directives.

Dans le pays, après l'échec sanglant de l'insurrection des tirailleurs de la garnison de Yên bay déclenchée par le Parti national du Viêt-nam (*Viêt nam quốc dân đảng* : VNQDD) en février 1930, le Parti communiste, sur lequel Nguyễn ai Quốc se trouve sans influence, mobilise à partir du 1er mai 1930, les paysans dans des marches contre l'impôt personnel et la corvée obligatoire. Des fusillades dispersent ces cortèges de la misère. En septembre, le mouvement tourne à l'insurrection, avec la constitution de soviets de paysans au Nord-Annam, des attaques de postes militaires et des exécutions de notables policiers dans le reste du pays. Bombardements, massacres, incendies des villages, le pouvoir colonial noie le mouvement dans le sang. Quelque 3 000 morts au seul Nord-Annam, auxquels s'ajoutent des milliers d'autres tués dans le reste du pays et des dizaines de milliers de détenus dans les prisons et les bagnes.

L'échec du mouvement paysan provoque, à l'intérieur du Parti communiste, la naissance de deux groupes d'opposition de gauche, l'un au Nord-Annam, l'autre en Cochinchine, qui critiquent la stratégie inopportune d'un parti dont la direction appartient aux intellectuels et aux cadres formés à Moscou. Le mouvement paysan de 1930-1931 se clôt avec le procès à Saigon des 21 communistes trotskistes le 1er mai 1933, suivi le 3 mai de celui des 122 affiliés au Parti communiste d'obédience moscovite, dont 8 furent condamnés à mort.

En juin 1931, la police britannique arrête à Hong Kong Nguyễn ai Quốc présumé agent secret soviétique. Il déclare se nommer Tông van So. Transposée sur le mode de l'anagramme, Tô vân Sông est une expression qui signifie : « Je suis [votre serviteur est] encore en vie ». Probablement dans l'intention de rassurer ses camarades, la rumeur de sa mort ayant couru à l'époque.

Incarcé à la prison Victoria de Hong Kong, Nguyễn ai Quốc est ensuite transféré à l'hôpital. Parmi ses codétenus, Già Lí (le Vieux Lí), un brigand sexagénaire qui compose des vers. « S'il ne met pas en doute sa propre qualité de héros, écrit Nguyễn ai Quốc, il confère aussi à Monsieur Nguyễn le titre de héros. » (Monsieur Nguyễn n'est autre que Nguyễn ai Quốc.)

Contrôlant une région montagneuse, Già Lí rançonnait les voyageurs pour entretenir sa famille et sa petite bande armée. Il agissait comme un bandit sans pitié. Le voyageur tombé entre ses mains devait écrire à sa famille d'apporter la rançon pour prix de sa liberté. Si la somme tardait à arriver, un second message tracé avec le sang du captif parvenait à ses proches. Le

troisième message était accompagné d'un doigt, le quatrième d'une main de la victime. Si ces avertissements restaient sans effet, Già Lí faisait trancher la tête du malheureux voyageur.

Il arriva une fois, raconte Nguyễn ai Quộc, que la réponse fut apportée en mains propres par une jeune fille du nom de Bành Huong. Elle s'adressa au vieux Già Lí hardiment : « Grand seigneur, de l'argent nous n'en avons pas, nous sommes pauvres. Voici ma personne, vous pouvez en disposer, me vendre, faire de moi votre esclave ou simplement me tuer, mais je vous supplie d'épargner mon père. » Touché de la piété filiale de la fille, le vieux Già Lí l'embrassa puis fit relâcher le père. Bành Huong devint la fille adoptive du vieux brigand qui l'envoya à l'école et lui réserva une dot conséquente.

« Je suis un tigre tombé dans la fosse, disait Già Lí à Nguyễn ai Quộc en soupirant. Et vous, vous êtes un dragon enlisé. » Très optimiste, il ajoutait : « Un jour le tigre reviendra à son domaine, régnera en maître des forêts et des montagnes. Et le dragon un jour s'envolera vers le ciel et sera maître des vents et des nuages. »

Ainsi Nguyễn ai Quộc devenu Hô chi Minh évoquera-t-il son destin grandiose sous la plume du fictif Trần Dân Tiên. Il quitte la geôle britannique au début de 1933.

« *Au pays du mensonge déconcertant* »

Nguyễn ai Quộc regagne Moscou en été 1934, il y séjourne jusqu'en 1938. Sous le nom de Line ou Linov, il devient étudiant à l'école Lénine, qui forme des cadres, jusqu'en 1936, puis à l'Institut d'études des questions nationales et coloniales jusqu'en 1938. Il enseigne à l'Université des Travailleurs d'Orient.

À Moscou le climat de terreur s'amplifie à la suite de l'assassinat de Kirov à Leningrad le 1er décembre 1934. Staline fait fusiller cent vingt-neuf accusés, dont quinze membres des Jeunesses communistes. Il fait arrêter Zinoviev, Kamenev et plusieurs autres bolcheviks, qui seront condamnés à une réclusion de 5 à 10 ans. Une centaine de communistes rejoignent les camps de concentration.

Après une décennie d'absence, Nguyễn ai Quộc retrouve Moscou dans cette atmosphère lourde de sang et de peur. Mais, à en croire son autohagiographie, c'est pour y admirer le développement des effectifs du parti, ce noyau de la nouvelle classe dominante, qui atteint alors plus de deux millions huit cent mille membres ; c'est pour applaudir au stakhanovisme, ce stratagème sordide manigancé dans le but d'accroître la productivité sans augmenter proportionnellement les salaires des exploités ; c'est pour saluer la réalisation avant terme des plans quinquennaux. Il ne manque pas de célébrer aussi, comme une grande victoire économique, la collectivisation qui englobe 99 % des terres cultivables et l'adhésion de 93 % des foyers de paysans à la production collective, sans tenir aucun compte de la liquidation ou de la déportation de millions de paysans récalcitrants, que dissimulent ces affirmations de propagande¹⁵.

Nguyễn ai Quộc se trouve à Moscou en mai 1935, au moment où Laval et Staline signent le pacte d'assistance mutuelle face à Hitler. La diplomatie russe s'oriente vers l'alliance avec les États capitalistes dits démocratiques. Le Parti communiste français opte alors pour le renforcement des forces militaires de la France et la défense de l'intégrité territoriale de l'empire colonial. « Les communistes français défilent à présent derrière le drapeau tricolore en chantant *La Marseillaise*, mais ce qui est beaucoup plus important, c'est qu'ils ont eu à cesser toute agitation effective dans les colonies françaises (George Orwell). »

À partir de 1935, le Parti communiste indochinois sous la direction de Hô chi Minh emboîte le pas au Parti communiste français pour soutenir sans ambages le gouvernement colonial dans la défense de l'Indochine française « devant la menace du Japon ». Il va jusqu'à inciter la population à souscrire à l'emprunt de guerre de 33 millions de piastres et jusqu'à approuver le recrutement supplémentaire de 20 000 tirailleurs autochtones.

15 Cf. T. Lan, *op. cit.*, pp. 52 sq.

Nguyễn ai Quôc participe au 7^e Congrès du Komintern à Moscou en juillet 1935, comme conseiller de la délégation du Parti communiste indochinois conduite par Lê hong Phong. Le Congrès n'évoque plus la perspective de la destruction du capitalisme ni la conquête du pouvoir par les partis communistes. La nouvelle ligne préconise, au sein des États capitalistes, l'alliance des partis communistes avec les partis bourgeois dans des Fronts populaires « pour la défense de la démocratie contre le fascisme ». Acclamant Staline comme « chef, guide du prolétariat », le 7^e Congrès condamne les « gardes blancs » Trotski, Zinoviev...

Le Komintern désigne Lê hông Phong comme secrétaire général du Parti communiste indochinois.

De Moscou, Nguyễn ai Quôc acclame l'avènement du Front populaire en France et sa répercussion en Indochine. « En 1936, écrit-il, le Front populaire triomphe en France. On commence à appliquer quelques libertés dans les colonies. On libère un certain nombre de prisonniers politiques. Plusieurs journaux progressistes [opposants] paraissent légalement au Viêt-nam. Le Parlement français décide d'envoyer des commissions d'enquête [dans les colonies]. Un vent de démocratie, encore faible, un vent de démocratie malgré tout, commence à souffler dans le pays¹⁶... »

Cette déclaration réclame maints rectificatifs. En effet si, en Indochine, la loi d'amnistie promulguée le 27 août 1936 ramenait des bagnes plus d'un millier de prisonniers politiques, le pouvoir colonial – intact avec sa police politique qui n'a jamais cessé de pratiquer la torture – soumettait, dans le meilleur des cas, les « libérés » à la résidence surveillée ou, plus fréquemment, à un simple transfert des bagnes vers les prisons.

En fait, aucune liberté démocratique n'a été accordée aux colonisés. Aucun journal en langue vernaculaire n'a pu paraître sans autorisation préalable. Ce n'est qu'après la chute du Front populaire que Daladier, par son décret du 30 août 1938, accorde à la presse en langue viêt le droit de paraître librement. Mais les journalistes risquent toujours la prison pour « menées subversives par voie de presse ».

Quant au récit de Nguyễn ai Quôc, au sujet de la commission d'enquête, affirmant que « le Parti communiste indochinois impulse un nouveau mouvement, appelé le *Congrès indochinois* qui a pour tâche de rassembler les vœux de la population pour les transmettre à la Commission d'enquête... », il est simplement mensonger. Ce mouvement n'a pas été lancé par le Parti communiste indochinois, mais par Nguyễn an Ninh, avec le groupe La Lutte, réunissant staliniens et trotskistes, auquel participent les bourgeois constitutionnalistes en août 1936. Nguyễn ai Quôc dissimule dans son récit l'arrestation des principaux animateurs du Congrès indochinois parce que, parmi eux, outre le stalinien Nguyễn van Tao, il faudrait mentionner le nationaliste Nguyễn an Ninh et le trotskiste Ta thu Thâu.

Nguyễn ai Quôc passe également sous silence le fait que le ministre du Front populaire Marius Moutet a ordonné la dissolution du Congrès indochinois et qu'aucune commission d'enquête n'a été constituée.

Alors que grèves et occupations d'usines secouent la métropole, à Saïgon, en juin 1936, un petit groupe clandestin, la « Ligue des communistes internationalistes », appelle les ouvriers et les paysans à se préparer à la grève générale, à former des comités d'action et à se soulever avec le prolétariat français. Tombés dans les pattes de la Sûreté politique, ces téméraires sont jetés en prison après le passage obligé dans les chambres de tortures. Cependant leur appel ne demeura pas sans écho.

Dès juin 1936, du nord au sud du pays, ouvriers et coolies font grève partout dans les mines, les plantations de caoutchouc, les forêts, les rizières, les petites entreprises artisanales, jusqu'à l'arrêt total du travail en décembre à l'Arsenal et aux Chemins de fer. La vague de grèves généralisées atteint son apogée en 1937, paralysant tout le pays.

16 Trần Dân Tiên, *op. cit.*, pp. 86-87.

Nguyễn ai Quôc relate que les ouvriers ont réclamé le droit syndical et que ses camarades ont appelé « les travailleurs manuels et intellectuels » à se rassembler dans des « amicales » légales. Ce qu'il ne raconte pas, c'est l'action des communistes oppositionnels trotskistes, qui eux travaillent à la formation de syndicats clandestins. Ils sont parvenus en mai 1937 à réunir les délégués ouvriers d'une quarantaine d'entreprises – dont l'Arsenal, l'Artillerie, les Chemins de fer – et ont tenté à Saigon de former la Fédération générale ouvrière (*Liên uy tho thuyên*) qui fut brisée dans l'oeuf de la répression.

La grève restait un délit en Indochine et les syndicats étaient poursuivis comme sociétés secrètes. Du 1er juin 1936 au 24 octobre 1937, les tribunaux ont prononcé 161 condamnations pour délits politiques ou « entraves à la liberté du travail ». Voilà ce que Nguyễn ai Quôc appelle un « vent de démocratie qui commençait à souffler dans le pays sous le Front populaire ».

Nguyễn ai Quôc, dans son récit, se fait passer pour le conseiller discret des leaders staliens en Indochine à l'époque. Or, le Parti communiste indochinois demeure dans la clandestinité et sous la direction de Hà huy Tâp, son secrétaire général. Nguyễn ai Quôc a d'ailleurs longtemps gardé une dent contre Hà huy Tâp (*voir note 10*). Aussi voulut-il en effacer l'existence¹⁷.

« Hô chi Minh [Nguyễn ai Quôc] écrit Anatoli Sokolov, pendant son séjour à Moscou, semble avoir été “mis à l'écart” de l'activité politique concrète, coupé du Parti communiste indochinois... Ces années-là (1936-1937), la campagne de répression a atteint son apogée en Union Soviétique et à l'intérieur de l'Internationale communiste. Il semble que l'Internationale ne veuille plus assurer de travail aux membres des partis communistes étrangers, ni de moyens de subvenir à leur existence. Hô chi Minh s'est trouvé dans cette situation et, semble-t-il, a même été emprisonné quelques temps¹⁸. »

Déjà en 1934, Hông, un étudiant viêt à l'Université des Travailleurs d'Orient, fut arrêté et déporté. En 1938, ce fut le tour d'une trentaine d'étudiants de la section chinoise de l'Institut des études des questions nationales et coloniales, et l'établissement fut fermé. Nguyễn ai Quôc a-t-il dû son salut à Manuilsky – l'homme de confiance de Staline – avec qui il était lié ? En tout cas, ce fut par l'intermédiaire de Manuilsky que Vassilieva, la préposée aux affaires d'Indochine à Moscou, avait pris contact avec Nguyễn ai Quôc¹⁹.

À Moscou, Nguyễn ai Quôc écrit au Komintern le 6 juin 1938 : « Chers camarades, aujourd'hui c'est le 7e anniversaire de mon arrestation à Hong Kong. C'est aussi le début de la 8e année de mon inactivité. En cette occasion, je vous écris pour vous demander de mettre fin à cette douloureuse situation. Envoyez-moi quelque part. Ou gardez-moi ici. Faites de moi ce que vous pensez vous être utile. Ce que je vous demande, c'est de ne pas me laisser trop longtemps sans activité et tenu à l'écart, en dehors du parti²⁰. »

La camarade Vassilieva, pour le sauver des « purges », lui fit quitter Moscou pour le Viêt-nam au début octobre 1938. Mais Nguyễn ai Quôc préféra se rendre en Chine.

17 Anatoli Sokolov, Institut des Études orientales de Moscou, relate que Hô chi Minh, lors de sa visite au musée d'Histoire de Hanoi, a fait disparaître la photo de Hà huy Tâp (entretien avec l'auteur à Paris le 15 oct. 2002).

18 A. Sokolov, *Le Komintern et le Vietnam*, en russe, Moscou 1998, pp. 88 sq.

19 Né en 1904 dans une famille de paysans pauvres du Nam dinh, Hông travaille sur des navires au long cours de 1923 à 1928. Il est ensuite domestique à Paris et adhère au Parti communiste en 1932. Le Parti l'envoie à l'Université des Travailleurs d'Orient à Moscou. En 1934, après une descente de police à l'Université, il est arrêté, incarcéré à la Loubianka pendant deux mois puis déporté à Vologda, où il devient bouvier. En 1937, il revient à Moscou puis prend le train dans l'intention de regagner Paris. Arrêté une deuxième fois à Minsk, après 18 mois de prison, il est envoyé au camp de Ukhta en République autonome de Komi. Libéré en 1946, après douze ans d'incarcération, il est réhabilité partiellement en 1955 et totalement en 1975. En 1984, on lui refuse le visa pour un voyage au Viêt-nam. L'écrivain Tô Hoài a évoqué dans ses souvenirs sa rencontre avec lui à Moscou (*Cf. Cac bui chân ai*, Hanoi, 1995 ; et aussi A. Sokolov, *Le Komintern et le Vietnam*, Appendice I : « Les étudiants viêt à l'Université des Travailleurs d'Orient », Moscou, 1998, en russe).

20 A. Sokolov, *op. cit.*, p. 88.

Nguyễn ai Quốc de retour en Chine

À l'automne 1938, Nguyễn ai Quốc fit donc un voyage à Yen an, au quartier général de Mao Tsé-toung, qui régnait alors sur huit ou neuf régions en Chine septentrionale et centrale, faisant front militaire commun avec Tchang Kaï-chek face à l'invasion japonaise. Les troupes de Mao comptaient environ 180 000 paysans.

Revenu au Kouangsi, Nguyễn ai Quốc intègre la 8e Armée de terre comme officier chargé de l'écoute des informations internationales. Il apprend avec fureur la progression de l'influence des trotskistes lors des élections au Conseil colonial d'avril 1939 en Cochinchine. De Kweilin, il écrit le 10 mai 1939 à ses « camarades bien-aimés » de Hanoi des lettres débordantes de rage et de calomnies sur les trotskistes chinois, lettres terrifiantes, dans la stricte lignée de la propagande meurtrière des Procès de Moscou, et qui furent publiées aussitôt dans le journal d'obédience stalinienne de Hanoi *Notre Voix*. En voici quelques extraits :

Les trotskistes chinois comme les trotskistes d'autres pays... ne sont qu'une bande de mal-faiteurs, des chiens de chasse du fascisme japonais et du fascisme international [...] La Sûreté japonaise s'engage à leur verser mensuellement trois cents dollars ainsi que d'autres sommes supplémentaires selon les « résultats du service rendu » [...] En liaison secrète avec la police et les patrons japonais, les trotskistes s'introduisent dans les grèves ouvrières de Shangai et emploient tous les moyens pour saboter le mouvement [...] En Espagne, ils [les trotskistes] se nomment Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) [...] Ce sont eux qui constituent des nids d'espions à Madrid, à Barcelone et en d'autres lieux au service de Franco. Ce sont eux qui organisent la célèbre cinquième colonne, organisme d'espionnage de l'armée des fascistes italiens et allemands [...] Les trotskistes français [...] se sont fixé pour but de saboter le Front populaire. Avez-vous lu les actes d'accusation des procès en Union Soviétique contre les trotskistes ? Cette lecture vous aidera à voir le vrai visage répugnant du trotskisme et des trotskistes [...]»²¹.

En juillet 1939, dans un rapport au Komintern, Nguyễn ai Quốc écrit : « Quant aux trotskistes, il faut par tous les moyens les démasquer comme agents du fascisme, il faut les exterminer (*tiêu diệt*) au point de vue politique. » Ce sera de fait entendu comme appel au meurtre : avant même d'être au pouvoir en 1945, ses séides assassineront les trotskistes au Viêt-nam.

S'inspirant de la stratégie de Mao Tsé-toung, Nguyễn ai Quốc allait créer, en mai 1941, la Ligue pour l'indépendance du Viet-nam, le Viêtminh (abrégé de *Viêt-nam độc lập đồng minh*). Il réunit les leaders du Parti communiste indochinois réfugiés en Chine à Pac bo, à la frontière chinoise au bord de Cao bang, pour constituer la ligue, appelant le peuple à lutter aux côtés des puissances alliées.

Nguyễn ai Quốc envisageait la conquête du pouvoir par une guerre de paysans. Le Viêt-minh développait ses groupes de maquisards dans le Viêt-Bac (Haute région du Tonkin) et devait établir son pouvoir dans chaque région libérée. Et dès que cela serait accompli, Nguyễn ai Quốc pourrait prendre le pouvoir dans tout le pays.

Sous son pseudonyme, Nguyễn ai Quốc écrit encore : « L'allié le plus proche, et le plus important dans la lutte contre les Japonais, c'est la Chine. C'est pourquoi nous devons nous mettre en relation avec elle. » On remarquera là que notre autohagiographe tait pudiquement le nom de Tchang Kaï-chek – le bourreau des ouvriers de Shangai et de Canton en 1927 – qui est celui dont il va solliciter l'alliance. Il écrit encore : « Aller à pied à Chungking, ce n'est pas une chose facile [...] Pour semer les agents de la Sûreté, Nguyễn ai Quốc prit le nom de Hô chi Minh. Et à partir de ce moment il fut appelé, Cu Hô, le Vénéré Hô²². »

21 Lettres signées Line. Cf. *Chroniques vietnamiennes n° 1*, Paris, 1986, et Hô chi Minh, *Toàn tập 1930-1945*, Hanoi, 1983, III, pp. 97 et sq.

22 Trần Dân Tiên, *op. cit.*, pp. 88 sq. Pourquoi Nguyễn ai Quốc se fit-il appelé Hô chi Minh ? Selon la rumeur populaire, c'était en souvenir de son vrai grand père paternel, un certain Hô si Tao, lettré qui avait mis enceinte une charmante chanteuse et arrangé le mariage de celle-ci avec un paysan veuf, nommé Nguyễn sinh Nhâm, qui

Sur le chemin de Tchongking, Hô chi Minh [Nguyễn ai Quốc] fut arrêté en août 1942 et échoua dans les prisons de Liuzhou, sous le contrôle du général Zhang Fakui, gouverneur militaire de la région du Kouangsi.

En avril 1944, en vue d'une éventuelle « pénétration des troupes chinoises au pays viêt », avec l'objectif d'une attaque contre les Japonais occupant le Tonkin, le général Zhang Fakui réunit en congrès à Liuzhou le Viêtcach (abrégé de *Viêt-nam cach mênh đông minh hôi* : Alliance des partis révolutionnaires du Viêt-nam), composé des groupes émigrés viêt en Chine sous sa protection, dont le Viêtminh. Il fera participer à ce congrès Hô chi Minh, son prisonnier, qui avait pu lui fournir des renseignements intéressants, le Viêtminh étant bien implanté sur le territoire du Viêt-nam. Un gouvernement provisoire du Viêt-nam fut constitué et Hô chi Minh en fit partie. Le général Zhang Fakui assura la formation des partisans du Viêtcach à la guérilla, au sabotage, à l'espionnage dans des camps militaires, en vue de les utiliser comme forces supplétives.

Après quatorze mois de prison, Hô chi Minh obtenait enfin sa libération et l'autorisation du général Zhang Fakui de quitter Liuzhou. Il regagna Pac po, le QG du Viêtminh en août 1944²³.

À la recherche de l'appui des Américains

Faute d'obtenir l'aide de Tchang Kaï-chek, Hô chi Minh se rend à Kunming pour rechercher celle de l'allié américain. Il prend contact avec le général Chennault, chef de l'OSS (*Office of Strategic Service*, la future CIA). Hô chi Minh lui offre la collaboration militaire du Viêtminh. En échange de services rendus – renseignements, aide aux aviateurs américains tombés dans la brousse – les Américains lui fourniront des armes et des instructeurs. Hô chi Minh reçut le nom de code *Lucius*.

Ces démarches ont permis à Hô chi Minh de mieux équiper ses maquisards, de se constituer une force capable d'écraser ses adversaires pour s'assurer le monopole du pouvoir. Cette compromission recherchée avec la puissance américaine augure difficilement de lendemains qui chanteraient pour les esclaves au Viêt-nam. Arrive le grand jour de la déclaration de l'indépendance du Viêt-nam, le 2 septembre 1945, Hô chi Minh sous son nom d'emprunt, relate :

« Le Président Hô se prépare à participer à la cérémonie. Cu Hô s'aperçoit qu'il n'a pas d'habillement... On va chercher des vêtements dans les boutiques. Finalement on a trouvé un complet kaki et une paire de sandales en caoutchouc pour le Président Hô. Ainsi vêtu, le Président Hô se présente aux compatriotes... Le peuple a attendu pour voir non seulement le premier Président de la nouvelle République, mais aussi un Président hors du commun (*môt vi Chu tich khac thuong*)²⁴. »

– Mais le roi est tout nu ! s'écria l'enfant. (Hans-Christian Andersen, *Les Habits neufs du roi*).

reconnut l'enfant à sa naissance. L'enfant prit le nom de Nguyễn sinh Sac. Bien que de milieu plébéien, Nguyễn sinh Sac a pu être admis au Collège impérial – réservé aux rejetons des mandarins – grâce à son géniteur Hô si Tao qui avait des relations à la Cour de Huê. Et ainsi le futur père de Nguyễn sinh Cung (alias Nguyễn tât Thành, Nguyễn ai Quốc... puis enfin Hô chi Minh), Nguyễn sinh Sac devient mandarin. C'est donc en hommage à son grand-père véritable que Nguyễn ai Quốc choisit ce nom de Hô chi Minh. Cf. Trần quốc Vương, *Trong Coi* (Dans le monde...), Californie, 1993, pp. 252-259.

Trần quốc Vương, historien non-orthodoxe, qui vit toujours au Viêt-nam, est « au placard ».

23 Trần Dân Tiên, *op. cit.*, pp. 92 sq.

24 *Id.*, pp. 111 sq.

LA LIGNE DE SANG
OU LA CONTRE-RÉVOLUTION D'AOÛT 1945

*Tous ceux qui ne suivront pas la
ligne tracée par moi seront brisés²⁵.*
Hô chi Minh

Hô chi Minh, le fondateur du Parti communiste indochinois, parvient au pouvoir en août 1945. La famine fait alors des ravages au Tonkin et au Nord-Annam, les cadavres jonchent les rues de Hanoi et la campagne.

Les paysans prennent au pied de la lettre la promesse du Parti communiste en 1930 : « La terre à ceux qui la travaillent. » Dans de nombreux centres de provinces, notamment dans le Nord-Annam (Nghê an, Thanh hoa) et au Tonkin (Bac nin, Thai binh), les Comités du peuple prennent l'initiative du partage des terres et de la confiscation des biens des riches... « La Révolution prenait ainsi au départ un caractère extrêmement violent de lutte sociale²⁶. »

Hô chi Minh, dans une circulaire de novembre 1945 aux Comités du peuple provinciaux, réagit immédiatement en déclarant que « les rizières, les terrains de cultures ne seront pas partagés », et l'ordonnance n° 63 sur « l'organisation des pouvoirs populaires » proclame le rétablissement d'une hiérarchie pyramidale conforme à celle du Viêtminh : le Comité exécutif de chaque région sera responsable de l'exécution des ordres du gouvernement et chaque organe de la pyramide contrôlera les organes immédiatement inférieurs.

Dès la fin août 1945, aux Charbonnages du Tonkin, où se concentre la partie la plus nombreuse et la plus exploitée du prolétariat tonkinois, les 30 000 mineurs de Hon Gai-Câm pha, récemment délivrés de leurs maîtres français par le coup de force japonais du 9 mars 1945, croient pouvoir prendre leur destin en mains. Les cadres japonais, vaincus, restent passifs. Les mineurs élisent des Conseils ouvriers pour gérer la production minière. Ils prennent le contrôle des services publics du district, des chemins de fer, du télégraphe. Ils appliquent le principe du salaire égal pour tous à tous les échelons. Ils organisent la lutte contre l'analphabétisme et créent une assurance sociale. C'est une véritable Commune ouvrière qu'ils mettent en oeuvre, sans violence, sans police. Là encore la réaction du pouvoir ne se fait pas attendre.

Hô chi Minh envoie les troupes encercler le district minier, sous le commandement de Nguyễn phuông Thao, et fait arrêter tous les élus ouvriers, dont deux femmes et Bùì van Sinh, Lan, Biên, Hiên, Lê. Les prisonniers, ramenés à Haiphong, sont relâchés sous la pression des mineurs en effervescence.

Une nouvelle hiérarchie de cadres viêtminh prend la place des Conseils ouvriers. L'ordre militaro-policié de la « République démocratique » règne désormais sur le district minier, comme il règne à la campagne²⁷.

Le Viêtminh parvenu au pouvoir dans le Nord veut réprimer tout mouvement, toute initiative autonome, susceptible par sa nature même de mettre en cause son hégémonie absolue. Le spectre de la révolution sociale hante décidément Hô chi Minh. Il attribue ces initiatives ouvrières et paysannes qu'il a écrasées à l'influence trotskiste.

25 Réponse de Hô chi Minh, interrogé sur l'assassinat du leader trotskiste Ta thu Thâu en août 1945, Daniel Guérin, *Au service des colonisés 1930-1953*, Paris, 1954, p. 22.

26 Cf. Ph. Devillers. *Histoire du Viêt-nam de 1940 à 1952*, Paris, 1952, pp. 181-184.

27 Cf. Ngô Van [N. V.], *Un « procès de Moscou » dans le maquis de Hô chi Minh*, BDIC, Nanterre, F° Δ Rès 445. Et Hô huu Tuong, *Un fêtu dans la tourmente*, Paris, 1969, dactylographié, inédit, p. 267.

Qu'en était-il en réalité de ces fameuses formations trotskistes dans le Nord-Viêt-nam ?

Sous les coups de la répression coloniale au moment du déclenchement de la guerre en septembre 1939, les groupes trotskistes *Tia Sang* (L'Étincelle) et le mouvement des Jeunes Faucons Rouges, pourtant bien ancrés dans la jeunesse scolaire, avaient sombré. Les militants les plus « voyants » avaient été jetés en prison ou envoyés dans les camps. À la fin de la guerre, en 1945, les rescapés de ces formations se sont regroupés clandestinement dans le Front trotskiste Viêt dân tuyên (abrégé de *Viêt-nam dân tộc chiến tuyên* : Front national du Viêt-nam), qui condamne les tractations du Viêtminh avec les Alliés et appelle la population laborieuse à se battre contre les tous les occupants, qu'ils soient japonais ou occidentaux.

Alors que le Viêtminh s'est installé en maître dans le maquis des régions montagneuses de Cao bang, Lang son, Bac giang et Tuyên quang, l'activité du Front trotskiste s'étend, en rassemblant des organisations syndicales, des unions paysannes, des associations de femmes et de jeunes dans la province de Hai duong ainsi que dans la région du littoral, de Haiphong jusqu'aux mines de Hon Gai-Câm pha.

On retrouvera le responsable de l'aile ouvrière et paysanne de ce Front, Bui van Sinh, dans les Conseils ouvriers des mines de Hon Gai-Câm pha. Bui van Sinh avait été Faucon Rouge en 1939. Entré à l'Université en 1941 pour la quitter l'année suivante, il devient réparateur de bicyclette et dévore les oeuvres de Marx. Il s'engage comme mineur dans les Charbonnages, résolu à mettre en pratique dans la vie des tous les jours ce qu'il a appris. Ironie du sort et de l'histoire, c'est un de ses anciens camarades du Front, Nguyễn phuông Thao, rescapé du bagne de Poulo Condore, puis rallié à Hô chi Minh, qui sera chargé par ce dernier de liquider la Commune des mineurs de Hon Gai-Câm pha. Plus tard, ce même Nguyễn phuông Thao sera envoyé diriger la résistance dans le Sud, sous le nom de Nguyễn Binh²⁸.

Aujourd'hui encore l'histoire officielle du Viêt-nam énumère et désigne nommément comme « individus dangereux » les combattants du Front trotskiste, le *Viêt dân tuyên* : Nguyễn tê My²⁹, Chanh Dao de Binh giang, Doan de Hai duong, Diêm de Thanh ha, Sinh de Câm giang, Tiệp, Luong, Vinh et Sâm, Nguyễn huu Dang alias Ba Dê dans Ninh giang (Tu ky), Tanh ha, et dans la cité de Hai duong. Cette histoire officielle accuse même Chanh Dao d'être à l'origine de l'arrestation – par les Japonais – de Vu duy Hiêu du comité provincial viêt-minh de Hai duong.

Les sicaires du Viêtminh n'ont d'ailleurs pas attendu d'être au pouvoir pour éliminer physiquement tous ceux qu'ils appelaient les « réactionnaires trotskistes ». En juin 1945, ils ont assassiné Nguyễn huu Dung, à Uc tai (Tu Ky). Les autres combattants, ils les liquideront dès leur arrivée au pouvoir en proclamant dans la presse : « Le pouvoir populaire les a punis de façon exemplaire³⁰. »

En 1945, dans la clandestinité, à Dan phuông (Hà đông), Luong duc Thiệp, qui avait animé avant la guerre la clandestine Fédération des typographes de Hanoi, et ses amis, les étudiants Nguyen huu An, Phan tôn Hoàn, Phan thanh Hoà, Tuân et autres organisent le Parti ouvrier socialiste du Nord-Viêt-nam (*Dang tho thuyên xa hôi Viêt Bac*), de tendance IVe Internationale, et diffusent la feuille *Chiên dâu* (Combat) visant entre autres à contrer la propagande nationaliste du Viêtminh. Dans la perspective d'une situation incertaine à la fin de la guerre, ils appellent les ouvriers et les paysans à prendre les armes, au moment favorable, contre le retour des colonisateurs, et à se libérer du joug des bourgeois et des propriétaires fonciers car, selon eux, l'émancipation sociale doit s'accomplir dans le feu de la libération nationale.

À sa sortie du bagne de Poulo Condore en novembre 1944, le trotskiste le plus populaire du Sud, Ta thu Thâu, a été assigné à résidence à Long xuyên, sa ville natale. Après le coup de

28 Cf. Hô huu Tong, *op. cit.*, pp. 250-251. (L'auteur N. V. avait rencontré Bui van Sinh à Paris dans les années 1950. Il vécut sous le nom de plume Triêu Son et mourut en France).

29 Nguyễn tê My, dans les années 1940-1945, faisait partie du groupe littéraire marxisant *Hàn Thuyên*, auquel appartenait aussi Luong duc Thiệp, et qui s'opposait au courant traditionnaliste et au culte des héros nationaux. D'après son ami Bui Dinh, le Viêtminh l'a assassiné à Hà Đông.

30 *Cach mang Thang tam* (Histoire de la Révolution d'août), Hanoi, 1960, pp. 243-245. *Tap chi công san* (Revue communiste) 2/1983, Hanoi, p. 51.

force japonais du 9 mars 1945, anéantissant le pouvoir colonial français, Ta thu Thâu retrouve à Saigon les anciens camarades du groupe *La Lutte*, comme lui rescapés du bagne et des camps.

Rappelons que ce groupe La Lutte s'était constitué en 1933 à l'initiative de Nguyễn an Ninh, un « anarcho-romantique », réunissant ses anciens disciples – dont les uns s'étaient tournés vers la Russie de Staline, tandis que les autres s'inspiraient de Trotski dans les années 1929-1930 – pour une lutte commune sur le plan légal contre le pouvoir colonial et son soutien, le parti de la bourgeoisie constitutionnaliste. Cela se situait après l'écrasement des révoltes paysannes de 1930-1931 et le démantèlement du Parti communiste indochinois et du Groupe communiste d'opposition de gauche trotskiste (procès à Saigon des 21 trotskistes le 1er mai 1933, suivi le 3 mai de celui des 122 affiliés au parti d'obédience moscovite).

Ainsi les staliniens et trotskistes encore en liberté, sous l'égide de Nguyễn an Ninh, publient en commun le journal *La Lutte* pour la défense des coolies, ouvriers et paysans, sans qu'il soit question de leurs divergences, tout en propageant les idées de Marx, font théorique commun. Les articles ne sont pas signés afin d'éviter la publicité personnelle ou l'expression de tendances. En 1937, sur ordre de Moscou, les staliniens rompent avec les trotskistes et quittent le groupe La Lutte. Ta thu Thâu et ses amis continuent la publication du journal *La Lutte*, et optent pour la IVE Internationale.

Fin avril 1945, Ta thu Thâu rejoint clandestinement le Nord. La famine ravage alors le Tonkin et le Nord-Annam. Le riz est à la fois réquisitionné par l'armée japonaise et stocké par le gouverneur général Decoux afin de l'exporter à la fin de la guerre (Decoux *dixit*). Ta thu Thâu fait parvenir à un journal de Saigon un appel au secours : « Le désastre est tel que je me permets de prier mes frères de Cochinchine de ne manger qu'assez pour subsister afin de rassembler tout ce qu'ils peuvent et de le faire parvenir ici immédiatement. »

Dans le Nord, Ta thu Thâu entre en contact avec Luong duc Thiêp et ses camarades. Avec eux, il participe aux réunions ouvrières clandestines et à des assemblées secrètes de paysans. L'activité du groupe rejoint celle du Front Viêt dân tuyên, front trotskiste, dans les régions de Thai binh, Hai duong, Haiphong, Mông cai, Tiên yên ainsi que des mines de Hon Gai-Câm pha.

Devant l'imminence de la reconquête coloniale française, par affiches et tracts, Luong du Thiêp et ses amis appellent à l'armement du peuple. Ils éditent de nombreuses brochures et ouvrent des cours d'initiation marxiste. Au cours de grands rassemblements, notamment à Bach mai, bon nombre d'ouvriers et d'étudiants, dont beaucoup de femmes, adoptent leur programme de libération nationale et de révolution sociale, et se préparent à la résistance armée contre le retour des colonisateurs français. Hô chi Minh sent la menace pour l'hégémonie de son parti : Il ordonne l'arrestation de Luong duc Thiêp et de ses amis, parmi eux Quand thuong Hào, tout juste libéré du bagne de Son la, et les fait tous liquider³¹.

Ta thu Thâu reprend le chemin du Sud. À Quang ngai, il tombe entre les mains des partisans de Hô chi Minh qui l'assassinent en septembre 1945. Les sympathisants qui l'avaient reçu à Quang ngai subissent le même sort³².

31 L'écrivain Tô Hoài a évoqué la disparition de Luong duc Thiêp dans ses Mémoires *Cat buin chôn ai*, Californie, 1993. Lettre d'un camarade de Hongkong (Archives de l'auteur).

32 Ta thu Thâu (1906-1945), natif de Long xuyên, fils d'un menuisier pauvre, fait partie du groupe Jeune Annam en 1926. Sous l'influence de Nguyễn an Ninh, Ta thu Thâu émigre en France en 1927, s'inscrit à la faculté des sciences (Sorbonne) et milite dans le Parti annamite de l'indépendance (PAI) fondé par Nguyễn thê Truyên. Après la dissolution du PAI en 1929, Ta thu Thâu adhère à l'opposition de gauche communiste trotskiste et est expulsé de France en mai 1930, à la suite de la manifestation devant l'Élysée contre les condamnations à mort des insurgés de Yên bay. À Saigon, il anime le groupe communiste clandestin *Ta dôi lâp*, démantelé en 1932. Son activité au sein du mouvement ouvrier à travers le groupe La Lutte de 1933 à 1939 lui a valu plusieurs séjours en prison puis d'être déporté en 1940 au bagne de Poulo Condore. Il en sortira fin 1944, le bras droit paralysé. En mai 1945 – le pouvoir colonial étant annihilé par les Japonais en mars –, Ta thu Thâu se rend dans le Centre puis au Nord-Viêt-nam pour rallier les camarades. En août 1945, à la capitulation du Japon, Ta thu Thâu revient au Sud au moment où Hô chi Minh prend le pouvoir à Hanoi. À mi-chemin, les partisans de Hô chi Minh l'arrêtent puis l'assassinent à Quang ngai en septembre 1945.

Cf. Bà Phuong Lan, *Nhà cach mang Ta thu Thâu* (Le révolutionnaire Ta thu Thâu...), Saigon, 1974.

Dix ans après l'assassinat de Ta thu Thâu, Jean Chesneaux, dans sa *Contribution à l'histoire de la nation viet-namienne* pouvait encore écrire : « En 1937-1938, les dirigeants trotskistes comme Ta thu Thâu ne tarderont pas à devenir en 1944-1945 des agens directs du Japon. » À l'instar d'autres thuriféraires du régime de Hô chi Minh, Chesneaux se fait l'écho de la calomnie proférée par les staliniens vietnamiens à Saigon dans le *Dân chung* (Le peuple) du 1er avril 1939 : « Les trotskistes se vendent au Japon et au fascisme³³. »

Dans le Sud, après la reddition de l'armée japonaise le 15 août 1945, les Alliés chargent néanmoins les Japonais du maintien de l'ordre avant l'arrivée des troupes d'occupation indo-britanniques.

La défaite du Japon plonge dans le désarroi les principales formations politiques nationalistes développées sous l'obédience japonaise. Mais, dès l'entrée de Hô chi Minh dans Hanoi, la Jeunesse d'avant-garde, le mouvement lancé par le docteur Pham ngoc Thach, qui avait servi de force supplétive au maintien de l'ordre de l'occupation japonaise, se rallie sans ambages au Viêt-minh. Et les partisans de Hô chi Minh à Saigon utiliseront cette formation bien rôdée comme un tremplin pour se hisser au pouvoir dans le Sud.

Le 25 août 1945, Trân van Giàu, cadre formé à Moscou, se proclame chef d'un gouvernement de facto du Viêtminh intitulé « Comité exécutif provisoire du Nam Bô ». Deux autres « anciens » de Moscou, Nguyễn van Tao et Duong bach Mai l'assistent, le premier comme commissaire de l'Intérieur, le second comme Chargé de la Sécurité de l'État. Le docteur Pham ngoc Thach, leader de la Jeunesse d'avant-garde, se voit attribuer le portefeuille des Affaires étrangères.

Trân van Giàu embauche comme gardes du corps les Binh xuyên, pirates en bandes organisées ainsi dénommés d'après le nom de leur hameau d'origine au sud de Cholon. En signe d'allégeance, les Binh xuyên avaient remis au gouvernement de facto un lot d'armes dérobées aux Japonais.

Trân van Giàu n'hésite pas à faire du corps des gardes mobiles annamites, qui fut la principale force supplétive de répression du pouvoir colonial français, le noyau de son « armée populaire ».

Duong bach Mai organise le système de la Sécurité d'État (*Quốc gia tu vệ cuộc*) sur le modèle du Guépéou. Les Bin xuyên le pourvoient en policiers et en « comités d'assassinat d'assaut ».

Le 27 août 1945, Trân van Giàu et son équipe engagent des tractations secrètes avec le colonel Cédile, émissaire de De Gaulle, parachuté par la *Royal Air Force*. Les autres groupements nationalistes s'inquiètent d'autant plus que ce rapprochement qu'ils ont récemment découvert à la Sûreté un dossier secret sur Trân van Giàu qui renforce leur méfiance. En effet, vers la fin de 1944, au moment où Hô chi Minh s'abouchait avec l'*Office Strategic Service* (OSS) américain à Kunming en Chine, le commissaire de la Sûreté française Duchêne, chef du renseignement gauliste, avait cherché à contacter Trân van Giàu, qui ne répugnait pas à offrir ses services.

« Selon le témoignage du policier, relate l'historien Paul Isoart, Trân van Giàu acceptait de diffuser des journaux et des brochures dans lesquels il exposait les raisons pour lesquelles les Indochinois devaient désormais faire confiance à la France démocratique. Trân van Giàu constituait également des groupes de partisans qui devaient être utilisés pour des missions annexes de résistance (Services de renseignement, approvisionnement, sabotage, aide aux parachutistes, neutralisation de groupes pro japonais)³⁴. »

33 J. Chesneaux, interpellé à ce sujet par un de ses lecteurs, a déclaré : « Bien entendu, la phrase sur les trotskistes vietnamiens agents du Japon (Contribution... p. 220) est marquée par le climat stalinien du PCF en 1952-1953. J'accepte volontiers de la retirer... »

Cf. *Chroniques vietnamiennes*, juillet 1987, Paris.

34 Cf. *L'Indochine française 1940-1945*, Paris, 1982, p. 39. Une des rencontres de Trân van Giàu avec Duchêne est rapportée par son ancien acolyte et complice Nguyễn van Trân dans son livre *Viêt cho me & Quốc hòi* (Écrit à ma mère et à l'Assemblée nationale), Californie, 1995, p. 106.

Interviewé par Bernard Testeyre, auteur d'une thèse (1977-1978) sur *La Révolution d'août en Cochinchine*, le commissaire Duchêne confirme avoir fourni à Tràn van Giàu des armes et un duplicateur³⁵.

Dans un tract, Tràn van Giàu avait proclamé : « Le Viêtminh a été étroitement aux côtés des Alliés pour combattre les Français et les Japonais. En Angleterre, le ministère Attlee au pouvoir penche vers la gauche, il nous sera facile de négocier³⁶. » La suite démentira ces illusions.

Dans l'attente de l'arrivée de la Commission de contrôle des Alliés, chargée de désarmer les Japonais, avec à sa tête le général anglais Gracey, Tràn van Giàu recommande à la population de Saigon de pavoiser aux couleurs anglaises, américaines, chinoises et russes avec celles du Viêtminh. Des banderoles *Welcome to our Allies !* (Bienvenue à nos Alliés) flottent dans les grandes artères de la ville.

« *I was welcome on arrival by Viet minh. I promptly kicked them out* (J'ai été bien accueilli par le Viêtminh et je les ai vite chassés) », mentionnera plus tard Gracey dans son rapport sur la mission britannique³⁷.

Le 30 août 1945, lors de la première conférence de presse donnée par Tràn van Giàu à l'Hôtel de Ville de Saigon, Tràn van Thach, un membre du groupe trotskiste La Lutte, l'interpella :

« – Qui a élu le Comité exécutif provisoire du Nam Bô [zone du Sud, c'est-à-dire la Cochinchine] ?

– Nous assumons provisoirement le gouvernement dans cette étape, répliqua Tràn van Giàu d'un ton menaçant. Dans la suite, nous vous le transmettrons. Quant à ma réponse politique (il porta la main sur son revolver), je vous la donnerai ailleurs³⁸. »

À Saigon, le 3 septembre 1945, sur la place des Halles centrales, un tract de la Ligue des communistes internationalistes appelle la population à s'armer, à s'organiser directement en comités du peuple et à constituer des milices populaires pour faire face à la reconquête coloniale française.

Le 7 septembre 1945, Tràn van Giàu publie un communiqué : « Un groupe de personnes irresponsables a appelé la population à manifester au marché de Saigon, réclamant l'«armement du peuple». Agitateurs conscients ou inconscients, ils ont donné aux étrangers l'occasion de porter atteinte à notre souveraineté. Les libertés démocratiques que nous, Comité exécutif, avons promulguées, un groupe d'irresponsables en a abusé pour nuire à la nation, à la patrie. Il faut les punir, car ils donnent à l'ennemi l'occasion de nous envahir. »

Mais Tràn van Giàu, obéissant à l'injonction japonaise, a beau décréter l'interdiction du port d'armes, la population passe outre, sentant la nécessité de s'armer pour se défendre contre le retour éventuel des anciens colons.

Le 9 septembre, Tràn van Giàu fait kidnapper Hyunh phu Sô, maître de la secte politico-religieuse Hoà Hao, dit le Bonze Fou. Celui-ci réussit à s'enfuir. La répression se déchaîne contre ses adeptes à Can tho, dans le delta du Mékong. Le Bonze Fou tombera plus tard dans un guet-apens viêtminh, en avril 1947, et sera exécuté.

Dans le Sud toujours, les paysans pauvres et les sans terre, dans ce grand chambardement politique, ont cru voir arriver la fin de leur servage. Dans les provinces de My tho, Trà vinh, Sa dec, Long xuyên et Châu doc, ils se sont spontanément emparés des terres et des rizières de leurs maîtres.

Le nouveau commissaire à l'Intérieur, Nguyễn van Tao, profère des menaces contre ceux qui se mettent du côté des paysans sans terre et des journaliers. Lors d'une tournée en province, il

35 Bernard Testeyre a relaté cette histoire au docteur Hô ta Khanh, ami de l'auteur N.V.

36 Cf. Nguyễn ky Nam, *Hôi ky 1945-1954* (Mémoires), Saigon 1964, p. 51.

37 *Journal of the Royal Central Asian Society*, July-October, London, 1953, XI p. 213.

38 Cf. Nguyễn ky Nam, *op. cit.*, p. 28.

s'écrie : « Seront impitoyablement punis ceux qui auront poussé les paysans à s'emparer des propriétés foncières. La révolution communiste, qui résoudra le problème agraire, n'a pas encore eu lieu. Notre gouvernement est un gouvernement démocratique et bourgeois bien que les communistes soient au pouvoir ³⁹. »

À My tho, le Viêtminh jette en prison le géomètre Thu, à qui les paysans de la province avaient demandé de les aider à partager les terres récupérées. Dans le delta du Mékong, certains membres du Viêtminh échappent de peu au lynchage par les paysans qu'ils voulaient empêcher d'exproprier les propriétaires fonciers.

Même l'histoire officielle le reconnaît : « À Trà vinh, les paysans ont commencé à distribuer les terres, le bétail, les instruments aratoires. Pour se réconcilier avec les propriétaires fonciers, le Viêtminh a arrêté cette opération et forcé les paysans à restituer ce qu'ils s'étaient approprié. Ce qui rend le Viêtminh impopulaire parmi les paysans pauvres⁴⁰. »

Dans la région urbaine de Saigon-Cholon, de nombreux comités du peuple – réminiscence des comités du Mouvement du Congrès indochinois de 1936 – s'étaient organisés dès la fin août 1945. Le dynamisme du petit peuple semblait irrésistible. La Ligue des communistes internationalistes participa à la coordination des comités. Les délégués se rassemblaient dans un local gardé par des ouvriers armés, dans le quartier de Tân dinh. Dans une déclaration commune diffusée le 26 août 1945, ils affirmaient la nécessité d'un front uni contre les colonisateurs, tout en revendiquant leur liberté d'action et leur indépendance à l'égard des partis politiques.

Le 14 septembre 1945, Duong bach Mai, chargé de la Sécurité de l'État, envoya ses flics encercler le local de l'assemblée des comités du peuple, saisir les armes et le matériel d'imprimerie rudimentaire. Une trentaine de délégués furent arrêtés et incarcérés à la Maison centrale de Saigon. Quelques jours après, les Anglais prirent le contrôle de la prison et remirent les détenus à la Sûreté française. Ainsi, seul le hasard les aura sauvés des « tribunaux populaires » et des exécutions sommaires du Vietminh qui s'ensuivaient.

Le général anglais Gracey réarme les soldats français, anciens prisonniers de guerre des Japonais. Il proclame la loi martiale le 21 septembre 1945. La nuit du 23, les troupes françaises appuyées par les Gurkhas de Gracey sont lancées sur la ville.

Saigon se soulève le 23 septembre 1945. Trần van Giàu et son équipe ont disparu la veille. Au cours de l'insurrection de Saigon, leurs sicaires ont assassiné Lê van Vung, membre du groupe La Lutte, ainsi que l'instituteur syndicaliste Nguyễn thi Loi.

Après la chute de Saigon aux mains des forces anglo-françaises, les insurgés encerclent la ville et forment un front dans lequel, à côté du Viêtminh, sont présents d'autres groupements armés, nationalistes ou trotskistes.

Selon un rapport du groupe La Lutte, les résistants se regroupent dans la périphérie, principalement sur les têtes de pont, et des combats acharnés se déroulent auxquels se joignent des déserteurs japonais. Dans le secteur Thi Nghè, sur les 214 combattants du groupe La Lutte, 210 sont fauchés⁴¹.

Une soixantaine de combattants de la milice ouvrière des Tramways de Gò vấp, animée par la Ligue, participent au soulèvement de Saigon. Ils ont refusé le drapeau viêtminh et l'étiquette *Công nhân cứu quốc* (Fédération ouvrière du Salut national), et arborent le drapeau rouge. Quand le front autour de Saigon est rompu, la milice ouvrière, menacée par les groupes armés viêtminh, se retire dans la Plaine des Joncs. Au cours du repli, elle perd au combat contre les troupes françaises une vingtaine des siens. Trois autres seront assassinés par les agents du Viêtminh dans la région de Hóc môn.

39 Tin diên, Saigon, 12 février 1946.

40 *Cách mạng Tháng tám* (La Révolution d'août), Hanoi, 1960, II, p. 279.

41 Rapport du groupe La Lutte, avril 1948. BDIC Nanterre, F° Δ Rés 445.

Retirés à Cho dêm, au Sud de Cholon, Trân van Giàu et son équipe continuent à s'imposer à la population par la terreur.

Nguyễn van Trân, directeur du Guépéou viêt, s'est rendu célèbre par sa cruauté. On l'appelait Hung thân Cho dêm (le démon de Cho dêm, l'équivalent de « chien sanglant »).

Au cours d'un exode dramatique vers l'Ouest, le Viêtminh fait subir aux fugitifs de multiples contrôles d'identité, fouilles de bagages, vexations, exactions et extorsions. Beaucoup furent dépouillés de leurs vêtements et de leur maigre avoir.

Un journaliste capturé par les bandes de Binh xuyên dans les mêmes circonstances relate : « Je suis arrêté comme suspect et emmené au hameau Binh xuyên. Enfin, ils me conduisent au poste de la Sécurité d'Etat (*Quốc gia tu vê cuộc*). Partout je suis enfermé, les pieds aux fers pendant la nuit. Ici, à Cho dêm, Nguyễn van Trân s'octroie le droit de vie et de mort sur la masse de malheureux tenus à sa merci. Voici deux exemples "classiques" de ce que j'ai entendu de mes oreilles et vu de mes yeux.

Nous sommes enfermés dans un ancien grenier à paddy, les femmes séparées des hommes. Parmi mes codétenus, un vieux paysan sur qui le Viêtminh a "découvert", dissimulés, des fils tricolores bleu, blanc, rouge. Le bourreau, Ba Sanh – un ancien cocher embauché par Nguyễn van Trân – l'a éventré.

Une autre victime : la dame Nguyễn thi Muôn dont le mari s'était engagé dans la résistance, et qui devait se débrouiller pour nourrir ses deux jeunes enfants. Elle achetait à Saigon des tissus, qu'elle revendait dans les environs de Cho dêm. Un jour les Viêtminh perquisitionnent chez elle et trouvent 400 piastres. Ils les confisquent malgré ses protestations désespérées. Ils lui ont fait ensuite signer un papier ainsi rédigé : "Je soussignée, Nguyễn thi Muôn, reconnais avoir eu des relations avec les Gurkhas de garde au pont de Bình diên, et avoir été surprise par les Jeunesses..." C'était signer son arrêt de mort. Elle fut jetée en prison, et torturée quotidiennement. Elle disparaîtra de la même façon atroce que le vieux paysan. Le bourreau Ba Sanh, quelques mois plus tard, s'est rallié au poste militaire français à Binh chanh. Mais bientôt, il sera fusillé, suspecté d'être de connivence avec le Viêtminh⁴². »

Des rescapés de Cho dêm relatent la mise à mort de Bùì quang Chiêu et de Duong van Giao, leaders du parti constitutionnaliste, et le meurtre sanglant de Huynh van Phuong – l'ancien trotskiste qui avait découvert le dossier secret de Trân van Giàu à la Sureté française⁴³.

En octobre 1945, en pleine résistance contre les troupes françaises, Nguyễn van Trân fit arrêter Hô van Ngà, le chef du Parti national de l'indépendance (formation constituée sous l'égide des Japonais en avril) et le dignitaire Trân quang Vinh de la secte politico-religieuse Cao Dai. Le premier fut fusillé, le second s'évada grâce à l'intervention de ses groupes armés⁴⁴.

Dans les provinces de l'Ouest, un autre chef du Guépéou viêt, Nguyễn van Tây, fit massacrer les trotskistes et leurs sympathisants de My tho, Tân an et Càn tho.

Dans les régions de l'Est, à Biên hoà, Duong bach Mai fit fusiller Nguyễn van Vàng qui avait animé un Comité du peuple, ainsi que Lê thành Long, correspondant au journal *La Lutte* au Cap Saint-Jacques. Il fit arrêter les militants du groupe La Lutte, Trân van Thach, Nguyễn van Sô et Phan van Chanh – avec lesquels il avait affronté le pouvoir colonial, dans le même groupe de 1935 à 1937 ; c'est aussi ensemble qu'ils avaient subi les atrocités du bagne de Poulo Condore pendant la guerre. Quand les troupes françaises s'approchèrent de Biên hoà, Duong bach Mai fit transférer les captifs dans le maquis de Thu dâu mô't (Bên suc) et les fit fusiller avec une trentaine

42 Cf. Nguyễn ky Nam, *op. cit.*, pp. 294 sq.

43 Un témoin oculaire, Thai van Hiệp, pharmacien à Da kao, Saigon, ancien détenu à Cho dêm, raconte ces meurtres au docteur Hô ta Khanh.

44 Trân van Giàu interviewé par l'historien Daniel Hémerly au sujet de Hô van Ngà, le 8 novembre 1977, déclare avec une assurance effrontée que Hô van Ngà était de ses amis, un homme propre, et que Giàu en recevait de l'argent lorsqu'il était dans la clandestinité.

d'autres. Parmi eux, l'ancien prisonnier de Poulo Condore, Nguyễn van Thiên, qui fut gérant du journal *La Lutte*, et Ngôn, ancien ouvrier de l'Arsenal.

Avec l'aide d'un garde viêtminh qui se trouvait être un ancien élève, Trần van Thach a pu, juste avant son exécution, griffonner un billet à son frère aîné daté du 24 octobre 1945. La veille, dans le *Co giai phong* du 23 octobre 1945 à Hanoi, le parti de Hồ chi Minh avait lancé l'appel au meurtre : « Il faut abattre immédiatement la bande des trotskistes (*Phai triêt ngay bon torôtkit*). » Ainsi fut-il fait.

Duong bach Mai fit emmener par chemin de fer à Song Long Son (entre Phan thiêt et Tourcham) un autre groupe de prisonniers. Parmi eux, le trotskiste Phan van Hùm, que Duong bach Mai avait côtoyé dans le groupe La Lutte avant la guerre et qui avait été son compagnon de misère des années de bagne à Poulo Condore⁴⁵.

Au moment du transfert, Duong bach Mai s'adressa à son prisonnier :

– À Poulo Condore, je sais, tu as exposé ton dos aux matraquages pour protéger les autres. Mais maintenant c'est la révolution...

– Si tu veux me tuer, répliqua Phan van Hùm, tue-moi ici même, inutile de m'emmener ailleurs.

Arrivés à Song Long Son, les agents de Duong bach Mai massacrèrent les prisonniers et balancèrent leurs cadavres dans la rivière.

Après avoir vaincu ou évincé les autres partis et formations nationalistes, exterminé les combattants de la IVe Internationale, Hồ chi Minh et ses partisans monopolisaient la conduite de la guerre de la résistance à la reconquête coloniale française. Ils édifièrent dans le maquis un Parti-État, avec son appareil de répression, ses prisons et ses tribunaux, instituèrent la conscription. Ce Parti-État constitua le noyau de la nouvelle classe dominante, la bureaucratie mandarinale, qui prenait la place de la bourgeoisie et des propriétaires terriens d'antan. La « victoire » de Hồ chi Minh et de son parti n'a été pour les exploités, ceux qui vivent de leur seule force de travail, qu'un changement de maîtres⁴⁶.

45 Phan van Hùm (1902-1945), poète et philosophe, vient d'une famille aisée de Thu dâu mô. Après des études à l'Ecole des Travaux publics à Hanoi, Phan van Hùm travaille comme agent technique à Huê. Il entre alors en contact avec le vénéré nationaliste Phan bô Châu, en résidence forcée au bord de la rivière des Parfums. Démis de sa fonction, Phan van Hùm revient dans le Sud, devient ami et disciple de Nguyễn an Ninh. Condamné avec Nguyễn an Ninh pour constitution de société secrète en 1929, il publia le célèbre ouvrage *Ngôi tù Khâm Lôn* (En maison centrale) dénonçant le régime carcéral colonial, puis, la même année, s'embarqua pour la France. Après des études à Toulouse puis à la Sorbonne et au Collège de France à Paris, il obtient le diplôme d'études supérieures de philosophie. Phan van Hùm fait partie du Groupe des Emigrés, se rattachant à l'Opposition de gauche communiste trotskiste. En 1933, il regagne Saigon et participe à l'activité du groupe La Lutte, animateur du mouvement ouvrier à Saigon dans les années 1933-1939. Déporté au bagne de Poulo Condore en 1940 puis assigné à résidence à Tân uyên-Biên hoà en 1942. Lors de la reconquête coloniale française déclenchée en septembre 1945, Phan van Hùm se trouva parmi la milice du groupe La Lutte dans les rangs de la résistance. Les partisans de Hồ chi Minh – Trần van Giàu et Duong bach Mai – au pouvoir dans le Sud, afin d'exercer leur hégémonie dans la conduite de la résistance, firent assassiner par leurs sicaires les leaders des formations nationalistes de la résistance, ainsi que les trotskistes combattants de La Lutte en octobre 1945. Phan van Hùm compte parmi leurs victimes. (Cf. Trần nguồn Phiêu, *Phan van Hùm, thân thể và su nghiệp* (Phan van Hùm, Vie et oeuvres). Hai Ma, PO Box 19543, Amarillo TX 79114-9543, USA, 2003.

46 Le *Việt nam Quốc dân đảng* (VNQDD), le *Dông minh Hôi*, le *Dai Việt*, les sectes Cao Dai, Hoà Hao, Binh xuyên.

L'INDÉPENDANCE DANS LA DÉPENDANCE

*Vous n'avez qu'à regarder l'exemple de Phan bô Châu
qui tentait de s'appuyer sur le Japon.
S'il avait réussi, notre nation ne deviendrait
qu'un cheval qui a seulement changé de cavalier.
Phan châu Trinh à Nguyen ai Quôc en 1922.*

Hô chi Minh en guerre contre la reconquête coloniale française reçut, en janvier 1950, l'investiture et le soutien de Mao Tsé-toung. Le même mois, Hô alla demander à Staline la reconnaissance de son État et solliciter son aide.

Vo Nguyễn Giap qui l'accompagnait relate ainsi la rencontre de Hô avec le maître du Kremlin : « Après avoir écouté l'exposé de la situation [de la révolution vietnamienne], que lui brosse l'Oncle [Hô], Staline exprima son accord sur la ligne stratégique et tactique de notre Parti durant les dernières années. Sur le plan militaire, il nous conseilla de porter l'effort sur toute la zone montagneuse de l'Ouest, car, disait-il, si nous en prenions le contrôle, nous deviendrions maîtres de tout le pays.

« Quant à l'aide de nos amis, l'Oncle nous apprit que l'URSS nous offrait dans l'immédiat des batteries de DCA de 37 mm pour un régiment, des camions Molotova et des médicaments pour l'armée. La Chine allait équiper des brigades d'infanterie et assurer le transport de l'aide soviétique. Elle enverrait ses conseillers militaires pour transmettre les expériences de son armée de libération. Enfin elle nous autorisait à installer notre école d'infanterie sur le territoire du Yunnan pour y instruire nos cadres ou compléter leur formation. L'Oncle nous rappela qu'il fallait de toute urgence mettre en état nos routes du Nord pour recevoir l'aide de nos amis et ajouta :

« “L'URSS nous reproche de trop tarder à faire la réforme agraire. Le camarade Staline désigna deux sièges puis nous posa cette question : – Voici la chaise des paysans et voilà celle des propriétaires fonciers. Sur laquelle des deux les révolutionnaires vietnamiens comptent-ils s'appuyer ? – À ce stade, nous devons réaliser la révolution agraire. La Chine nous a promis de nous faire partager ses expériences d'agitation des masses pour la réaliser⁴⁷.” »

Nikita Khrouchtchev, qui avait assisté à ces entretiens, raconte : « Je me souviens de Hô chi Minh venant à Moscou demander une aide matérielle, de l'armement et différentes formes d'assistance pour les Vietnamiens en lutte contre l'occupant français. Staline n'accordait aucune chance aux Vietnamiens, aussi se comporta-t-il avec Hô d'une manière insultante...

« Une fois Hô arrivé, Staline nous prévint que celui-ci tenait à ce que sa visite fit l'objet d'une annonce officielle et à ce qu'on le reçût en tant que président du Viêt-nam. Staline rejeta cette requête en disant à Hô : “Tu es arrivé à Moscou incognito, il n'est pas possible d'annoncer ton arrivée.” Hô demanda alors à Staline de lui fournir un avion et de préparer un discours de bienvenue : ainsi, il pourrait refaire une arrivée officielle et recevoir l'accueil qui convenait à son rang de chef d'État. »

Staline racontant cette histoire à Krouchtchev en rugissait de rire : « Tu te rends comptes, ce qu'il voulait ! Je lui ai répondu non ! »

Lors d'une réunion, Hô sortit de sa serviette la revue *L'URSS en construction* et la tendit à Staline pour qu'il y appose un autographe. Celui-ci accepta... mais fit récupérer la revue par la police secrète avant que Hô ne quitte le territoire.

⁴⁷ Vo Nguyễn Giap, *Chiên đầu trong vòng vây* (Combattre dans l'encerclement), Éditions de l'Armée populaire, Hanoi, 1995, pp. 411-413.

« Au cours de ces entretiens avec Hô, nous décidâmes de reconnaître la République du Viêt-nam. Staline, par la suite, répéta maintes fois qu'il regrettait ce geste⁴⁸ ! »

Ce qui éclaire la suite du récit de Vo nguyên Giap : « L'Oncle nous fit en outre savoir qu'au cours d'une séance de travail, voyant sur la table un illustré sur l'URSS, il l'avait présenté à Staline en lui demandant de le signer en souvenir. Staline l'avait fait très obligeamment et l'avait ensuite passé aux camarades Molotov et Kaganovitch qui avaient apposé leurs paraphes. L'Oncle ramena ce périodique à l'hôtel. Mais le lendemain, il constata sa disparition. L'Oncle ne commenta pas ce fait. L'URSS, qui avait reconnu la République du Viêt-nam, pesait encore le pour et le contre quant au niveau de l'officialisation de l'étroussure de nos relations. »

Au printemps de 1950, Hô chi Minh reçoit d'URSS et de Tchécoslovaquie, ainsi que de Chine, des équipements militaires modernes destinés à compléter l'armement des divisions d'infanterie et d'artillerie en cours de formation⁴⁹.

Simultanément, une mission chinoise de conseillers militaires, dirigée par Wei Guo-qing (Vi Quôc Thanh), et une mission de conseillers politiques conduite par Luo Gui-bo (La Quy Ba), arrivent dans le maquis du Viêt Bac et y installent leur quartier général. Ces seigneurs accompagnés de leur valetaille (cuisiniers, palefreniers, valets de chambre...) deviennent les hôtes de Hô chi Minh, de Vo nguyên Giap et de Truong Chinh, le secrétaire général du parti. Ils vont modeler la vie du maquis à l'image de la Chine populaire.

Wei Guo-qing assiste l'état-major viêtminh dans l'organisation et le développement de l'armée, l'élaboration des plans stratégiques, la préparation de la guerre. Il inculque aux cadres la pensée militaire de Mao Tsé-toung. Une vingtaine de conseillers se penchent sur les questions de logistique, de transmission, de génie sanitaire... tandis que d'autres forment les commissaires politiques. Leur influence se manifeste dans la grande offensive viêtminh de septembre-octobre 1950, anéantissant les troupes françaises sur la route nationale R4 de Cao bang-Lang son, et provoquant leur évacuation de Lao cai. D'après le général Navarre, le calendrier des attaques contre Diên bien phu en 1954 a été établi par les conseillers chinois⁵⁰.

Luo Gui-bo intervient aux réunions du Bureau politique, dans les domaines de l'organisation administrative générale, des finances, des impôts, des transports et des communications, sans oublier la sécurité et l'espionnage... Il introduit les méthodes du *chinh huân* (rééducation idéologique) enseignées par Mao dans le but de changer la conscience, les convictions et les habitudes culturelles de l'individu « dégénéré par l'ancienne société » pour le transformer en un « homme nouveau ». L'individu soumis au *chinh huân* devait s'humilier et battre sa coulpe en public, subir les humiliations de ses inquisiteurs. Son autocritique consiste à remonter à l'origine de ses « er-

48 Nikita Khrouchtchev, *Mémoires inédits*, Paris, 1991, pp. 194-195.

49 Les divisions d'infanterie 304, 308, 312, 316, 320, 325, la division d'artillerie 351. Fin 1950, les forces militaires du Viêt-nam comptent 200 000 hommes dont 1/4 de troupes locales et environ 2 millions de guérilleros. Cf. Vo nguyên Giap, *op. cit.*, pp. 385-387.

« L'aide chinoise au Viêt-nam de janvier à novembre 1953 : 24 canons de 105 mm, 412 canons sans recul, 416 mitrailleuses, 1050 semi-mitrailleuses, 50 050 pistolets automatiques, 339 mortiers de 60-81 et 120 mm, 170 000 rockets pour artillerie et mortiers, 6 000 000 fusils, 2 000 000 de 12,7 mm, 40 000 mines, 246 tonnes d'explosifs, 855 800 gallons de pétrole, 260 véhicules, 310 000 uniformes de combat, 362 000 paires de bottes, 153 000 moustiquaires, 25 000 assiettes de métal, 200 tonnes de matériel de communication, 45 tonnes de matériel chirurgical » (*The Vietnam War*, A Salamander Book, London, 1999, p. 52).

« Fin février 1954, la Chine livre un second régiment de DCA équipé de tubes de 37 mm » (François Joyaux, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine*, Paris, 1979, p. 64).

50 Cf. François Joyaux, *op. cit.*, p. 67.

reurs et fautes du passé⁵¹ ». Ce lessivage de cerveau ne s'accomplira pas sans donner lieu à de nombreux suicides ; il y eut même un début de révolte dans l'armée.

Au début de 1951 le Parti communiste indochinois (*Dang công san Đông duong*) devient le Parti des Travailleurs du Viêt-nam (*Dang Lao Đông Viêt-nam*) et adopte la pensée de Mao Tsé-toung comme base de l'idéologie du parti.

Après les batailles de Cao bang-Lang son, pour échapper aux bombardements aériens, l'École militaire Trân quốc Tuân fut transférée de Thai nguyên à Kunming (Yunnan) avec ses quelque 3 000 élèves-soldats de l'infanterie, du génie et de l'artillerie. Le général Trân B. commandant l'école va appliquer, à l'initiative du conseiller chinois, la méthode *chinh huân* dans le but de « démasquer les éléments contre-révolutionnaires ».

Le Comité du *chinh huân*, présidé par le commissaire politique, le général Trân B, établit une liste noire des personnes classées comme éléments suspects à soumettre au *kiêm thao* (auto-critique) et à la vindicte publique, et il élabore des questions-pièges. En tête de la liste noire figurent des intellectuels issus de la bourgeoisie ou descendants de propriétaires terriens. Le suspect cuisiné par l'inquisiteur doit avouer ses « fautes » devant ses camarades. Le rôle de l'assistance étant de harceler, d'humilier le « coupable » afin de l'« aider à se réformer ».

Le Comité désigne d'abord quelques membres du Parti, simulacres de brebis galeuses, qui jouent la comédie des aveux, en s'accusant des crimes imaginaires les plus graves, afin de servir de modèle et d'amorce aux malheureux de la liste noire.

L'un déclare que, la résistance étant trop dure, il avait eu plus d'une fois l'intention de se rendre à l'ennemi pour devenir prisonnier de guerre, dans l'espoir de revenir à la vie normale. L'autre s'accuse d'avoir installé un miroir en haut d'un arbre pour indiquer aux avions ennemis l'endroit à bombarder. Un autre encore avoue avoir eu envie de coucher avec sa soeur...

Et quand vient le tour des véritables victimes parmi lesquelles d'anciens guérilleros ayant participé à nombre de batailles contre l'ennemi colonial, des cadres du parti qui avaient été pris et torturés par le Deuxième Bureau français, des membres du parti ayant bravé la mort dans maintes campagnes, les inquisiteurs sont parvenus à mettre chacun d'entre eux dans la situation d'un « contre-révolutionnaire démasqué », d'un Viêtgïan (traître à la patrie). En plein hiver, à l'issue de la séance, Uy, un jeune gars de vingt ans, reçut des coups de crosse sur la tête, puis fut plongé nu une demi-heure dans l'eau froide. Ensuite, une pancarte avec l'inscription « contre-révolutionnaire » accrochée à son cou, il est conduit toujours nu devant l'assistance composée d'élèves du même peloton, d'hommes et de femmes employés dans les bureaux, parmi lesquels des Chinoises. Un autre humilié, Đông, s'est donné la mort en se tirant une balle de mousqueton.

Pourtant l'un et l'autre avaient combattu dans les rangs des troupes viêtminh sur la route nationale RN4 et tous les deux avaient été admis au Parti, puis envoyés à l'École de l'armée de terre.

Après le suicide de Đông, la machine à broyer, inventée à l'initiative des conseillers chinois, continue de plus belle à écraser grand nombre de ceux qui avaient eu foi en Hô chi Minh et son Parti, le Viêtminh, et ceux qui s'étaient jetés corps et âme dans le combat contre la reconquête coloniale française.

51 Cf. Georges Boudarel, *La Bureaucratie au Vietnam*, Paris, 1983, pp. 31, 49 sq. Cf. aussi Doan Quốc Sy, *Khu Rung Lau : Ba Sinh Huong Lua*, Houston 2000, en vietnamien, pp. 197 sq.

« L'ambassadeur du Vietnam en Chine, M. Nguyễn Minh Pjuong, a assisté, mardi 27 juin, aux funérailles du général Wei Guoqing, un vieux compagnon d'armes des Vietnamiens dans la guerre d'Indochine, décédé le 14 juin dernier. C'est la première fois que le Vietnam semble, avec ce geste, accepter au moins partiellement la thèse chinoise selon laquelle le général Wei avait joué un rôle majeur dans la victoire vietnamienne de Diên biên Phu en assurant la logistique d'une grande part des opérations militaires » (*Le Monde* 29-6-1989).

Au sujet de la bataille de Diên biên Phu : « La 351e division entièrement équipée de l'artillerie lourde et assistée de conseillers chinois, fournit une puissance de feu inégalable en Indochine (*Composed entirely of heavy guns and support teams, and assisted by Chinese advisers the 351 st [Heavy Division] provide firepower unparalleled in Indochina*) », E. Doyle, S. Lipsman, S. Weiss, *The Vietnam Experience, Passing the Torch*, Boston, 1981, p. 76.

Les suicides des victimes se multiplient surtout dans le régiment d'artillerie 34 commandé par Lê K., vice-commissaire politique préposé à la campagne de lavage de cerveau. Les malheureux ont choisi la pendaison ou l'absorption de lames de rasoirs. La dépouille de l'un d'eux fut exposée devant ses camarades rassemblés pour écouter Lê K. proclamer solennellement l'exclusion du suicidé du Parti, sa dégradation militaire et sa privation des droits civiques. Puis Lê K. le fit inhumer sommairement sans cercueil, sur la montagne, afin que la nuit les chiens sauvages s'emparent du cadavre.

Un jour c'est au tour de Hang, licencié en droit et fils de propriétaire foncier, de subir l'interrogatoire. Son attitude naturelle et spontanée, sa popularité en font la cible particulière des inquisiteurs. Hang avait quitté sa famille en 1948 pour s'engager dans un régiment du Viêtminh. En 1951, il était présent au front du Col Bông Lau, puis dans la campagne des Plaines en Zone Trois. Pris par l'ennemi français, il n'avoua rien sous la torture et parvint à s'échapper du camp de Hai duong où il était retenu prisonnier. Il reprit contact avec le maquis qui l'envoya à l'École militaire du Viêtminh pour compléter sa formation. Son passé de résistant à tous crins le persuadait que le Parti ne saurait l'obliger à s'accuser d'actes et de pensées contre-révolutionnaires. Malgré l'interminable et insidieux interrogatoire du commissaire politique et de l'assistance complice, Hang persistait : « Si je ne révèle point mes fautes, c'est que je n'en conçois aucune à révéler. »

Comme déconcerté par une telle opiniâtreté, le général Trân B. finit par lever la séance.

À l'intérieur du régiment d'artillerie 34, c'est un nommé Duy Hoàn qui comparait devant les juges. Engagé dans les troupes viêtminh dès le début de la résistance, il a toujours été en tête dans les combats sur la route nationale RN4, dans la pose des mines sur la RN5, toujours au premier rang pendant les attaques des postes ennemis à Hung yên-Hai duong. Il fut même décoré de la médaille du Combattant de première classe. Témoin de l'assassinat de membres du parti démocrate par le Viêtminh, il avait refusé d'adhérer au Parti pour ne pas se sentir complice.

Quatre motifs conduisent Duy Hoàn devant l'inquisiteur : « Sa popularité nuisible à l'autorité du Parti ; son romantisme petit-bourgeois qui l'amena à avoir une histoire d'amour avec une camarade ; sa prédilection pour les poèmes qui exaltent l'amour petit-bourgeois et glorifient le féodalisme ; sa passion pour les histoires mystiques nuisibles à la pensée marxiste-léniniste. »

Aux questions insidieuses du commissaire politique Lê K. et aux objurgations de la meute, Duy Hoàn, mi-méprisant, mi-amer, retrace fermement sa vie de combattant et déclare qu'il n'a dit que la vérité. Et voici qu'il ajoute les « aveux » suivants :

« Je suis un idéaliste utopiste, Je suis un *Viêtgian* (traître) qui sabote le Parti. Voici mes crimes : En 1944, j'ai tenté d'empoisonner mon frère. En octobre 1947, les avions ennemis bombardant nos troupes stationnées sur la montagne Tam dao, j'ai espéré l'écrasement de nos troupes afin de regagner la ville et vivre une vie d'esclave, certes, mais paisible. En mai 1948, je me suis rendu à Vinh yên, ville occupée par les Français, mais j'ai dû m'en retourner, car l'entrée de Vinh yên était surveillée par les agents de Sécurité du maquis. En décembre 1950, je devais opérer à l'arrière de l'ennemi dans une région montagneuse de Bac ninh. J'ai invité une camarade à me servir de guide. En chemin, je l'ai violée au bord d'un fleuve. »

À peine ses « aveux » terminés, le commissaire politique se lève et déclare : « Au nom du Parti, au nom de l'armée, je félicite le camarade Duy Hoàn d'avoir su avouer ses fautes. Je félicite les autres camarades de l'avoir aidé à découvrir ses pensées ennemies. » Alors à l'unisson avec le commissaire, la meute entonne *L'Internationale* pour fêter cette victoire.

À ce moment-là, Duy Hoàn demande qu'on lui permette de chanter le poème *Au clair de lune* écrit par son grand frère. Le chant terminé, d'un ton négligeant, Duy Hoàn s'adresse à ses juges : « Mon frère est mort en 1943, après avoir composé ce poème. Et c'était en 1944 que j'aurais eu l'intention de l'empoisonner ! En octobre 1947, au front du Sông Lô, je suis présent dans la poursuite de l'ennemi. À la fin de la bataille, le sous-chef du peloton secoué par des accès de fièvre depuis plusieurs jours, tombe mort. Le camarade N., ici présent, chef du peloton à l'époque, doit se rappeler l'événement. En mai 1948, je participe aux exercices de manoeuvre à Phuc triêu –

Thai nguyên et le camarade H., ici présent m'a surnommé Ma Siêu, du nom d'un célèbre guerrier dans la Chine ancienne. En décembre 1950, je suis sur le front de la route nationale RN4. Au cours d'un bombardement par les B24, le camarade commissaire politique de divisions, du Comité du *chinh huân* ici présent, doit jeter son vélo puis sauter dans un abri. Camarades, je me suis accusé d'être un *Viêtgian*, saboteur du Parti. Réfléchissons : lorsque je dis la vérité, vous feignez de ne pas me croire ; lorsque j'invente des histoires, vous chantez *L'Internationale*. »

Puis d'une voix forte et claire, Duy Hoàn déclare :

« Les *Viêtgian*, les saboteurs du Parti, ce sont vous, vous qui faites partie du Comité dirigeant la campagne du *chinh huân* (rééducation idéologique). »

Pris de court, le vice-commissaire politique Lê K. s'exclame : « Le camarade Duy Hoàn a perdu la tête, emmenez-le. »

La campagne du *chinh huân* touche à sa fin. Le général Trân B. informe le Parti – à l'intérieur du Viêt-nam – qu'il a découvert 70 % de *Viêtgian* parmi les élèves de l'École militaire, détaille les punitions et signale les suicides. Redoutant une révolte, le Parti dépêche à Kunming une commission d'enquête dirigée par le général Nguyễn chi Thành, chef du département politique de l'armée. Une représentant du Parti communiste chinois envoyé par Pékin fait partie de la commission.

Après l'examen des dossiers, ceux dont le *curriculum vitae* porte la mention « contre-révolutionnaire » sont autorisés à exposer leur cas ouvertement. Des pleurs, des cris de colère et d'indignation fusent de toutes parts. L'injustice subie secoue la terre, les fausses accusations obscurcissent les nuages (*Nôi oan dâi dât án ngò loà mây*). « C'est moi le commandant de la compagnie qui a capturé Charton [le colonel] dans la bataille de Cao bang-Lang son, par la suite j'ai été décoré de la médaille du Combattant de première classe, et maintenant je suis un contre-révolutionnaire ? »

Pour apaiser la colère des victimes, le général Nguyễn chi Thành soumet le général Trân B., ainsi que tout le Comité du *chinh huân*, à l'autocritique. Il les livre à la vindicte des persécutés. Trân B. reconnaît toutes ses falsifications. La colère explose. Une voix s'élève : « On n'a qu'à lui balancer une grenade ou lui tirer une balle de mousqueton ! »

Des stages du *chinh huân* s'organisent dans le Parti, dans l'armée, dans les brigades de production industrielle et agricole... « Dans certains stages, on enlevait aux hommes leurs lames de rasoir et leurs couteaux, et on laissait les lampes allumées durant la nuit pour prévenir les suicides, aux dires d'un officier viêtminh venu du Sud qui suivait un de ces stages en 1955⁵². » À partir des années 1960, tout suspect « contre-révolutionnaire » est incarcéré et rééduqué dans les camps dits de réforme par le travail (*Trai cai tao*).

La guerre d'Indochine (1945-1954) s'intègre dans le processus de la guerre froide à l'issue de la dernière guerre mondiale entre le bloc de puissances occidentales et le bloc sino-russe dit communiste. Les USA ravitaillent en armes la France dans le but de « contenir le communisme » tandis que l'URSS et la Chine apportent leur aide à la République démocratique du Viêt-nam (RDVN).

Le jour qui suit la chute de Diên biên phu, s'ouvre à Genève la Conférence sur l'Indochine. La France, assistée de la Grande-Bretagne et des États-Unis, entre en négociation avec la RDVN sous la tutelle de la Chine populaire et de l'URSS⁵³. Un Viêt-nam divisé convient mieux aux Chinois qu'un voisin puissamment unifié, surtout s'il s'agit de celui qui se querelle avec l'Empire céleste depuis deux mille ans. En outre, il ne s'agit pas de favoriser les visées du Viêt-nam sur le Laos et le Cambodge. Sous la pression chinoise, la délégation de la RDVN accepte la partition du

52 G. Boudarel, *op. cit.*, pp. 61-62.

53 Les neuf délégations à la Conférence de Genève représentent les États suivants : la France, la République démocratique du Viêt-nam, l'État du Viêt-nam, le Cambodge, le Laos, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et la Chine populaire.

Viêt-nam en deux zones : la RDVN de Hô chi Minh occupera la partie Nord du pays à partir du 17^e parallèle, tandis que l'État du Viêt-nam de Bao Dai – mis en place par les Français depuis 1949 – se maintiendra dans le Sud.

Le traité de paix signé à Genève le 21 juillet 1954, le corps expéditionnaire français évacue le Nord et Hô chi Minh rentre dans Hanoi en octobre 1954.

« Les États-Unis n'ont pas participé aux décisions prises par la conférence et ne sont pas liés par elles », déclare Eisenhower. Les Américains ne tarderont pas à faire détrôner Bao Dai par son Premier ministre Ngô dinh Diêm, leur homme lige. L'influence américaine se substitue à l'influence française, les germes de la guerre américaine naissent de la faillite des accords de Genève : Ngô dinh Diêm refuse les élections générales prévues en juillet 1956 pour l'unification du pays selon les termes du traité. La guerre américaine renforcera la sujétion du mandarinat de Hanoi à la Cour de Pékin, puis, progressivement le pays deviendra satellite de l'URSS.

LA RÉFORME AGRAIRE DANS LE NORD
1954-56

Même si dix innocents doivent périr, cela vaut mieux que de laisser échapper un seul ennemi.
Truong Chinh, secrétaire général du Parti.

L'infini servage des paysans – comme toujours taillables et corvéables à merci –, combiné à l'exploitation renforcée d'un prolétariat en voie de développement, constitue le fond de l'accumulation primitive du capitalisme d'État bureaucratique. Le Parti-État détient le monopole de la terre dont les nouveaux maîtres disposent au détriment de ceux qui la travaillent.

En 1954, Hô chi Minh lance la réforme agraire. Exécuté sur le mode maoïste, ce « bouleversement du ciel et de la terre » tourne vite au bain de sang, et à la révolte des paysans⁵⁴.

On classe les ruraux en catégories : propriétaires fonciers (*dia chu*), ceux qui vivent du fermage et de l'usure ; paysans riches (*phu nông*), petits propriétaires qui s'adjoignent des ouvriers agricoles pour exploiter leurs terres ; paysans moyens (*trung nông*), ceux qui cultivent eux-mêmes leurs rizières sans louer de bras ; paysans pauvres (*bân nông*) possédant des lopins de terre insuffisants pour assurer leur subsistance, et les sans terre (*cô nông*).

Des quotas de gros propriétaires à recenser sont exigés dans chaque commune ; s'il n'est pas atteint, des paysans riches ou moyens sont élevés au grade de gros propriétaires. N'échappent pas aux foudres des tribunaux spéciaux le paysan moyen, pour peu qu'ils fassent plus ou moins partie de la clientèle du propriétaire condamné.

Des équipes de jeunes cadres nouveaux, spécialement formés en Chine pour cette besogne, débarquent dans les villages dont ils ignorent les gens et les choses de la commune villageoise traditionnelle, un monde paysan où la structure du parti s'imbrique dans le tissu des liens sociaux et des rapports de parenté (*quan hệ họ hàng*). « Pour instaurer le socialisme, écrit le docteur Nguyễn Khắc Viện, plumitif attitré de Hanoi, on ne s'appuie pas sur les communautés traditionnelles, on commence par les démolir. » Ils font la loi, ces apprentis inquisiteurs, investis des pleins pouvoirs d'épuration et de réforme dans les zones rurales.

Hô chi Minh leur recommande d'éliminer les « mauvais éléments à partir de la cellule », voulant ainsi épurer la base du Parti. Ces exécutants zélés voient partout des ennemis, principalement les anciens cadres enracinés dans leurs villages, leur milieu d'origine. Ils dissolvent les cellules, excluent ces anciens cadres, ou les envoient simplement devant le peloton d'exécution. Ils réorganisent de nouvelles cellules avec de nouveaux membres du Parti. À l'adhésion au Parti, ces derniers – la plupart sont illettrés et manipulables à souhait – doivent prêter serment devant les images des quatre Ông Tây Râu (Messieurs occidentaux barbus et moustachus), c'est-à-dire Marx, Engels, Lénine et Staline, côtoyant celles du Président Mao et du Président Hô.

La revue officielle *Hoc tập* a dû admettre en 1956 que, dans de nombreux endroits, de graves erreurs avaient été commises dans l'épuration : interrogatoires forcés, aveux extorqués par tous les moyens, conclusions hâtives. En 1954, Hô chi Minh avait lui-même reconnu que certains cadres avaient utilisé la torture⁵⁵...

54 Le PC du Viêt-nam a adopté en 1951 la pensée de Mao Tsé-toung comme base doctrinale après celle de Marx-Engels-Lénine-Staline et Hô chi Minh.

55 Cité in G. Boudarel, *Cent Fleurs écloses dans la nuit du Viêt-nam*, Paris, 1991, p. 76.

Pour toute décision, les exécutants viêt consultent les envoyés spéciaux du Président Mao, « le Camarade Conseiller Triêt », le « Camarade Conseiller Triêu », le « Camarade Conseiller Vuong » (*Đông chi Cô vân Triêt, Triêu, Vuong*).

Ainsi débute la campagne de la réforme agraire : À Thai Nguyên, le tribunal spécial condamna à mort la dame Nguyên thi Nam, veuve du propriétaire d'un domaine agricole dans la banlieue de la ville. Autrefois, elle avait hébergé, dans leur période d'activité clandestine, les principaux membres du Parti tels que Truong Chinh – l'actuel secrétaire général –, Hoàng quốc Việt, Lê Gian, Pham van Đông et d'autres. Les juges ont obtempéré aux ordres des conseillers chinois qui réclamaient la tête de la pauvre femme. Pour ces Chinois, la propriétaire se serait infiltrée dans le milieu révolutionnaire pour saboter la révolution.

Pour sauver son ancienne bienfaitrice, Hoàng quốc Việt, qui présidait alors le Comité directeur de la réforme agraire à Thai nguyên et était donc le principal responsable, se contenta d'alerter Hồ chi Minh, avec le mince espoir que le président casserait la décision assassine des « Camarades Conseillers » chinois. Mais Nguyên thi Nam fut fusillée. Son fils, commissaire politique dans l'Armée populaire rappelé de Chine, fut dégradé, dépouillé de ses décorations et condamné à vingt ans de détention.

L'Oncle Hồ déplora plus tard cette « grave erreur » (*sic !*), racontera Hoàng quốc Việt⁵⁶.

Dans les autres provinces, les accusés traduits devant le tribunal spécial subissent le *tô khô*, c'est-à-dire la confrontation avec tous ceux qui ont travaillé avec eux et tous leurs proches, qui les accusent de traitements inhumains, de viols, d'exactions, d'exagération du taux de fermage, d'accaparement de terre, d'usure coupe-gorge, qui dénoncent leurs extorsions, parfois leurs accointances supposées avec le Parti national du Viêt-nam (*Viêt Nam quốc dân đảng*) ou même avec le Deuxième Bureau français... Dans bien des cas, ces « témoins à charge » ont été conviés à des séances de répétition avant leur comparution. Si l'accusé est d'une haute stature, on le fait descendre dans un trou creusé à cet effet pour que l'entourage qui le juge et l'invective le domine. Dès la sentence de mort prononcée, le condamné est traîné au bord de la fosse où est déjà planté le poteau d'exécution⁵⁷.

Ngô Thuyên, secrétaire du Parti dans la province de Thanh hoa, aurait été fusillé par le Comité de réforme si le Comité d'épuration du Centre n'était intervenu à temps.

La tension monte dans le monde rural. Le vent de la révolte se lève partout.

La révolte des paysans du Nghê an

En novembre 1956, dans le Nghê an, au district Quynh luu, les paysans de quatre villages ont présenté des pétitions pour dénoncer des exactions commises à leur endroit. Renvoyés et menacés, ils ont porté plainte auprès des cadres supérieurs de la province, qui envoyèrent sur place des enquêteurs suivis d'agents de la Sécurité. Le 13 novembre 1956, les paysans prirent en otage ces envoyés gouvernementaux et désarmèrent la section de l'armée venue pour les mater. Hanoi dépêcha alors sur les lieux une unité importante de l'Armée, qui fit feu sur la foule en émeute. La soldatesque mit trois jours pour noyer la révolte dans le sang.

Le 16 novembre 1956, on peut lire dans le *Nhân Dân* (Le Peuple), quotidien du Parti à Hanoi : « Les troubles ont éclaté le 13 novembre, provoqués par une bande de réactionnaires qui ont profité des erreurs commises au cours de l'application de la réforme agraire dans une zone peuplée principalement de catholiques. Parmi les victimes, on compte des soldats de l'Armée po-

56 Cf. Thành Tin, *Mat thât* (Le vrai visage du régime), Californie, 1993, pp. 36 sq. Cf. également Vu thu Hiên, *Dêm giua ban ngày* (Les ténèbres en plein jour), Californie, 1997, pp. 22 sq.

57 Comme le révèle Lê Luu dans son *Chuyên Làng Cuôi* (Récits du Village Cuôi), Hanoi, 1993, pp. 238 sq. Récits brodés autour du cadavre de Bà Đất (Dame Terre), saisissant tableau de la tragédie agraire du Viêt-nam à la merci d'une bureaucratie inepte et corrompue. Cf. aussi le roman de Duong Huong, *Bên không chồng* (La rive sans mari), Hanoi, 1992, dans lequel sont évoquées les mêmes scènes tragiques de la réforme agraire.

pulaire. » (Souligné par nous : pour le pouvoir, les catholiques sont des suspects, leurs ancêtres ayant été du côté des conquérants français).

Un témoignage

À Hanoi, en février 1997, au fond d'une gargote, une vieille femme nous raconte à voix basse ce qu'elle a vécu à l'époque. Les parents de son mari étaient des petits propriétaires fonciers dans un village de la province de Nghê an, où elle était institutrice. Si beaucoup ont été exécutés, eux, on les a laissés dans leur maison avec interdiction d'en sortir ou d'accepter de la nourriture. Leur fille adoptive vint les accuser publiquement de l'avoir prise chez eux pour l'exploiter. Les gens étaient trop terrifiés pour aller les voir, et ils sont ainsi morts de faim...

Dans tout le village, il y eut des scènes effroyables. Des enfants, parents, soeurs, frères, dressés les uns contre les autres. Les élèves contre les maîtres... Partout les cadres faisaient monter l'hystérie délirante. La confusion était telle qu'un communiste d'un village voisin a été tué par le Parti, et le Parti a proposé à son fils en compensation d'aller faire ses études à Moscou, ce qu'il a refusé. Assez vite il est devenu fou.

La narratrice et sa famille avaient pu s'enfuir dès le début. Elle est revenue seule, pour avoir des nouvelles de ses beaux-parents. À l'entrée du village, elle a rencontré un de ses élèves qui a aussitôt rebroussé chemin en courant. Elle a compris en un éclair qu'il allait dénoncer son arrivée, alors elle a couru, couru comme jamais, dans l'autre sens. Et elle ajoute : « Plus tard, après avoir fait tant monter la haine, ils voulaient l'apaisement... » Quand le Parti a décidé, stratégiquement, la campagne officielle de Réparation, il y a eu des demandes de pardon (la fille adoptive entre autres), des semblants de compensation... On a envoyé de l'argent pour leur famille, au village, à titre de dédommagement pour les parents perdus, mais comme ils étaient à la ville, dit-elle, ce sont les cadres du coin qui se sont approprié cet argent...

Autres témoignages

Xuân Phuong, femme médecin, raconte : « Le Parti envoie cinq intellectuels (des médecins), qui autrefois s'étaient engagés dans le maquis contre les Français, participer à la réforme agraire, à 120 km au nord de Hanoi, dans un village si pauvre qu'on y entend ni aboiement de chien ni chant du coq.

« Dès leur arrivée, ils sont confrontés à La dôi, désignée par le pouvoir comme chef de groupe pour appliquer la réforme agraire. Celle-ci commence à les sermonner en leur reprochant leur vie privilégiée dans le passé. Il faut qu'ils comprennent pourquoi ils doivent exterminer les exploités. Il faut en trouver trois ou quatre à liquider. Terrorisés, nos intellos se font tout petits. La dôi les intègre dans son équipe de réforme agraire (*dôi cai cach rông dât*). Les 22 membres répartis en groupes sont lancés à la recherche des propriétaires terriens. C'est d'après leurs rapports que le Comité de réforme du district décide de la mise à mort des ruraux classés comme propriétaires fonciers.

« De bon matin, la population du village est rassemblée dans la cour d'une pagode. Surgissent deux jeunes garçons armés de fusils, tenant au bout d'une corde deux hommes aux mains liées. D'un certain âge, ces hommes ne se distinguent en rien des autres villageois. La chef gueule : À bas les exploités ! Les paysans crient en chœur : À bas, à bas ! Les intellos restent muets. La chef leur fait signe de se mettre au diapason.

« Les deux gibiers humains accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants font face à cette foule hurlant à la mort sur commande. La chef en furie ordonne à l'un d'eux d'avouer les cruautés qu'il a commises envers ses exploités. Il proteste : je ne suis pas propriétaire foncier. Des paysans et paysannes pauvres, dressés pour le scénario, les accusent de sévices, même de viols... À l'autre victime, même séance de *tô khô*. Le harcèlement est tel que, à la fin de la journée, les deux malheureux finissent par reconnaître en sanglotant tous les méfaits que les paysans leur prêtent. La chef demande le silence à la foule surexcitée, puis décrète la mort pour les deux hommes. Le lendemain, devant la même belle assistance, les deux garçons fusillent les deux malheureux condamnés. Dans les villages les dénonciations se multiplient, les exécutions sommaires se succèdent...

Quelque temps après, notre narratrice doit assister à l'exécution d'un homme aisé, nullement propriétaire foncier. Réfugié à Hanoi, il était revenu au village afin de savoir ce qui se passait. Une femme, chef de groupe, orchestre la mise à mort. La foule accuse l'homme non seulement d'être riche, mais d'avoir violé on ne sait combien de femmes. Les jeunes garçons qui forment le peloton d'exécution ont tiré maladroitement et répété le tir ; l'homme tombé ensanglanté agonise en grattant le sol de ses ongles...

« Chaque jour, relate notre témoin, dans Hanoi, les haut-parleurs annoncent les progrès de la réforme agraire... Dans les villages, on apprend de nouvelles exécutions. On a l'impression d'assister à une destruction totale...

« Cette folie a duré deux ans, jusqu'à ce que les exécutants fassent la bétise de condamner les parents d'un grand dirigeant de l'Assemblée nationale du Viêt-nam. »

En 1956, le Parti envoie Xuân Phuong avec la même équipe de médecins pour un travail appelé « réparations de torts ».

« Je dois revenir à Bac ninh avec le même groupe pour y réparer les terribles méfaits commis l'année précédente. Il faut imaginer la haine des paysans à notre rencontre lorsque nous arrivons au village. “Que revenez-vous faire ici ? Vous ne croyez pas que le sang a déjà assez coulé ?” Cette fois, le chef de groupe est un instituteur d'une école secondaire de Bac ninh, un homme posé et raisonnable. La terrible créature aux dents en or qui a dirigé la réforme agraire a disparu tout comme ses acolytes sanguinaires. Le Comité populaire nouvellement élu se compose de gens réputés honnêtes. Comme précédemment, le chef de groupe convoque la population à une grande réunion. La classe féodale est toujours condamnée, les rizières partagées entre les paysans, comme les grandes maisons entre les familles pauvres, presque tous les citoyens accusés par erreur d'être “propriétaires fonciers” sont réhabilités. Ces malheureux “descendus de classe” ont désormais le droit de revenir vivre dans une partie de leur maison, de récupérer quelques parcelles de leur rizière et surtout de pouvoir faire figurer dans leur *curriculum vitae* la mention “paysans classe moyenne”. Ce qui donnera à leurs enfants de meilleures perspectives d'avenir.⁵⁸ »

« Au départ en 1955, écrit l'historien Stanley Karnow, les cadres dressent des Tribunaux de la réforme agraire et commencent à réaliser avec zèle leurs quotas. Dans un village de deux mille habitants, par exemple, ils se saisissent d'une vingtaine de paysans supposés “propriétaires terriens”. Le programme explose en atrocités à travers le pays. Craignant d'être mis en cause, les paysans “chargent” leurs voisins, tandis que d'autres accusent leurs riveaux de crimes imaginaires. Quiconque suspecté d'avoir travaillé pour les Français est exécuté comme “traître”, de même que ceux qui ne se sont pas montrés assez ardents pour le Viêtminh. Les cadres sous pression désignent des prétendus coupables sans aucune justification. Un groupe de cadres qui déclarent n'avoir découvert que deux “propriétaires terriens” dans certain village, se voient enjoindre d'y retourner afin d'en trouver six encore. Plusieurs cadres “s'emparent eux-mêmes de la propriété des condamnés, ou la répartissent entre leurs parentés⁵⁹”. »

D'après les informations officielles (Radio Hanoi, 25 août 1956), durant le seul été de 1954, dans les provinces de Thai nguyên et Thanh hoa, dans 836 villages, comptant 3 millions et demi d'habitants, 10 015 propriétaires ont comparu devant les « tribunaux populaires » qui en envoyèrent 135 devant le peloton d'exécution, et en condamnèrent environ 1 200 à la rééducation dans les camps et prisons. Le Comité de réforme agraire a confisqué et distribué 14 500 hectares et 2650 têtes de bétail.

La campagne de réforme dura encore deux ans, pendant lesquels l'arbitraire et l'injustice expéditive constituaient la norme des agissements des cadres du Parti chargés de la besogne. Un rapport du ministère de la Sécurité de 1956 adressé au Comité central, et retrouvé en 1961 dans les archives de Hanoi, donne le chiffre de 15 000 personnes exécutées, soit une moyenne de 5 mises à mort dans chacune des 3 014 communes touchées par la réforme. Mais le nombre réel des fusillés, des condamnés à la prison ou envoyés sans jugement dans les camps dits de rééducation demeure inconnu. Le *Nhân Dân* du 13 août 1957 estime que 30 % des « propriétaires » condamnés étaient innocents. Le *Time Pacific* de juillet 1957, parle de la libération de 12 000 paysans condamnés par erreur.

58 Cf. Xuân Phuong, *Ao dài, du couvent des Oiseaux à la jungle du Viêt-minh*, Paris, 2001, pp. 164-175 sq.

59 Stanley Karnow, *Vietnam, A History*, New York, 1983, p. 225.